



RÉFLEXIONS GÉOPOLITIQUES 2022 :

POUR UN NOUVEL ANTI-IMPÉRIALISME FRANÇAIS



Francis ARZALIER pour le collectif communiste POLEX

PROLOGUE

Le Parti Communiste Français est né en 1920 de la conviction de militants à l'issue des quatre ans de massacres durant la Première Guerre Mondiale qu'on ne pouvait être opposé à l'inégalité sociale inhérente au Capitalisme et aux guerres sans s'opposer à l'impérialisme et à l'inégalité entre les peuples qui en découle. Durant plus d'un demi-siècle, malgré des erreurs temporaires, le PCF a rempli sa mission anti-impérialiste, contre Nazisme et Fascismes de la Guerre d'Espagne à la Résistance, contre le colonialisme français de la Guerre du Rif à celles d'Indochine et d'Algérie, contre le Réarmement allemand et l'OTAN durant la « Guerre froide » anti soviétique.

Jusqu'à la décennie 80, le PCF et le mouvement anti-impérialiste qu'il animait en France était capable de faire sortir dans la rue des millions de manifestants, contre les armes nucléaires, les interventions US au Vietnam, etc. Au sein du PCF, un collectif de militants, la Section de Politique Etrangère ou Coloniale, jouait alors un rôle important d'analyse anti-impérialiste et de solidarités militantes avec les Communistes africains ou asiatiques, on la nommait familièrement « la Polex ».

Puis vint le temps des dérives électoralistes du PCF sous prétexte d'Union de la Gauche, processus aggravé par l'effondrement piteux de l'URSS et de ses alliés, et le démantèlement de la classe ouvrière industrielle française par le biais des délocalisations organisées par les Capitalistes. Le PCF et sa direction, à partir de la décennie 1980, ont dérivé vers toujours plus d'opportunisme droitier, abandonnant peu à peu toutes ses références aux luttes de classes et à l'anti-impérialisme, un processus de trahison de son ADN marxiste, achevé en 1995 sous le vocable de « Mutation » du PCF, sous l'égide de son secrétaire général Robert Hue.

Cette dérive suicidaire du PCF a évidemment choqué de nombreux militants, d'où à partir de 2000 la création de groupes communistes refusant les dérives, clamant leur attachement aux principes fondateurs, se qualifiant au départ de « Rouges Vifs » ou « Coordination Communiste », aux appellations parfois éphémères. Dans cette pléiade de Communistes rétifs à la Mutation opportuniste du PCF, s'est formée en 2003 l'association « Polex rouge vif », constituée au départ par des militants de la « Section internationale » exclus de fait par les dirigeants Huistes pour leur attachement indécrottable à l'anti-impérialisme, ce qui explique l'appellation. Cette association, spécifiquement consacrée à la réflexion et à l'action militante contre l'Impérialisme, s'est étoffée et élargie peu à peu en prenant le nom de « Collectif Communiste Polex ».

Ce furent alors 19 ans d'activités, grâce à quelques dizaines d'adhérents majoritairement en Île de France, avec d'autres éparpillés dans l'hexagone, des réunions pas toujours mensuelles, et surtout de plus ambitieux débats publics dans les lieux les plus divers, salles municipales ou de l'Assemblée nationale, Ambassades ou salle de prières musulmanes périodiques. Mais toujours de riches échanges militants avec souvent des participants étrangers, belges, espagnols, britanniques ou turcs, mais aussi d'amis africains, américains ou asiatiques. Toujours dans l'optique commune anti-impérialiste. « La Poley » tint ainsi toute sa place dans les rencontres unitaires entre Groupes Communistes refusant les dérives de plus en plus évidentes du PCF vers la trahison de son électorat prolétarien et de la lutte pour la paix contre l'impérialisme. Mais elle a su aussi assumer la diversité d'approche entre ses adhérents, parfois membres d'organisations différentes, voire concurrentes. Un ensemble d'analyses qui donnaient à l'association plus de poids que de cotisants, grâce notamment à son site internet.

Les trois dernières années ont brisé les capacités militantes de l'association. L'âge, la maladie, l'éloignement, s'ajoutant aux interdits liés au Covid, ont interrompu nos rencontres et débats publics : le Collectif Poley a dû se dissoudre, avec un bilan riche de deux décennies d'analyses et de combats anti-impérialistes.

Il serait désolant que cet acquis idéologique ne parvienne pas aux jeunes générations militantes. C'est pourquoi, en tant que président du Collectif communiste Poley jusqu'à sa dissolution, j'ai rassemblé de mon mieux les analyses accumulées au fil des ans par les adhérents de l'association et leurs invités, en parcourant, continent après continent, les méfaits commis contre les peuples par l'Impérialisme, dans son désir de les soumettre pour en exploiter les richesses. Car il faut bien connaître l'Impérialisme pour mieux le combattre et lui imposer la paix et l'égalité entre les nations. Sans cacher que cette connaissance est complexe, ce qui justifie parfois des différences d'approche entre militants communistes, normales tant qu'elles n'interdisent pas la lutte commune.

Si j'en suis le rédacteur, et en assume le contenu, ce livre destiné aux futurs militants a eu des dizaines d'auteurs, tous ceux, adhérents et amis, qui ont contribué aux échanges et débats organisés par le Collectif Communiste Poley durant deux décennies.

Francis ARZALIER, le 1 octobre 2022

I) GÉOPOLITIQUE

Une dénomination contemporaine, composée à partir du Grec ancien pour faire plus sérieux (GÉ, la terre, et POLITIKÉ, la gestion de la Cité et des hommes qui la composent), une discipline qui prétend expliquer scientifiquement, ou tout au moins rationnellement, les relations entre les peuples de la Terre. Car notre monde n'est pas un vaste lac tranquille, où s'agiteraient sans raisons sept milliards,9 d'humains indifférenciés, uniquement préoccupés de produire, consommer et se reproduire avant de disparaître.

A la surface de ce monde, viennent crever des bulles et des remous divers, guerres locales ou quasi générales, conflits économiques ou idéologiques, migrations plus ou moins abondantes, etc. La Géopolitique essaie d'expliquer les courants millénaires qui, en profondeur, déterminent ces explosions sporadiques qui font notre actualité.

Depuis toujours, les humains sont une mosaïque, clivée en peuples dont les individus, qu'ils en aient conscience ou non, partagent certains héritages physiques (couleur de peau) et surtout culturels, forgés par l'histoire (langue, religions et mentalités). Depuis quelques siècles, les peuples, en quête de démocratie, c'est à dire désireux de choisir eux-mêmes leur destin, se conçoivent souvent en nations, c'est à dire en entités politiques subjectives dont les participants (citoyens) ont ou voudraient bien avoir les mêmes lois, un Pouvoir d'Etat identique, même s'il revêt des formes différentes (Monarchie, République, plus ou moins représentative, État fédéral **ou multinational, etc.**). **Cette quête d'une Nation maîtresse de son devenir est encore au XXIème siècle une motivation fondamentale, notamment dans les continents qui n'en disposent guère, à l'issue de siècles de domination coloniale directe ou indirecte.**

Car un deuxième mouvement est toujours aussi actuel, qui hiérarchise les peuples en dominants et dominés. Il se nomme l'IMPÉRIALISME, et prend depuis des siècles des visages divers, mais toujours inégalitaires, économiques, militaires, politiques.

Ce fut dès l'Antiquité, et plus encore le Seizième siècle, l'esclavage traitant en animaux domestiques des hommes et femmes au profit de maîtres étrangers. Ainsi, dès 1500, des Européens et leurs États, profitèrent de leurs progrès techniques et

En coopération avec le Collectif Poley, supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz

75018 Paris www.ancommunistes.org

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

militaires (armes à feu, navires) pour organiser la « Traite » de millions d'Africains vers leurs plantations esclavagistes d'Amérique. Puis, dès les siècles 19 et 20, les mêmes ont découpé le reste du monde, Afrique, Asie, Amérique du Sud, en Empires coloniaux, qu'ils géraient politiquement et dont ils exploitaient les richesses. Jusqu'aux jours d'après 1945, ou les peuples soumis en quête de nations souveraines, leur imposèrent les Indépendances des années 1960.

L'impérialisme ne disparut pas pour autant, et depuis, grâce à leur prééminence économique et militaire, les États impérialistes ont su maintenir leur domination indirecte, économique, militaire, et diplomatique. Par exemple, l'État impérialiste français, qui a exercé depuis 1960 sa domination indirecte sur ses anciennes colonies d'Afrique occidentale, en y intervenant militairement des dizaines de fois au service de dirigeants fantoches menacés par leur peuple, et en y exploitant à bas prix leurs richesses, minerais d'uranium ou pétrole.

Aucun des événements explosant dans l'actualité ne peut trouver d'explication sans éclairer sans complaisance les actes des Impérialismes et la quête d'indépendance nationale qui s'oppose à eux. Il faut partir de cette réalité du monde actuel pour traiter de géopolitique :

L'impérialisme majeur depuis deux siècles est celui des pays d'occident, organisateurs successivement de l'esclavage, de la colonisation et de son avatar, le néo-colonialisme après les indépendances nominales de 1960. A sa tête depuis les deux guerres mondiales du XXème siècle, les Etats Unis d'Amérique, l'état dominant l'économie mondiale, qui dépense à lui seul près de la moitié du budget militaire du monde, et sa cohorte d'alliés subalternes, les états d'Europe de « l'union européenne » et de l'OTAN, dont l'Allemagne et la France, mais aussi Israël et les émirats arabes pétroliers, le royaume uni de Grande Bretagne, le Canada et l'Australie, le Japon et la Corée du sud, etc.

Bien évidemment, les actions impérialistes dans le monde ne sont pas exclusivement le fait des USA et des grandes puissances occidentales ses alliés. L'Impérialisme est inhérent au Capitalisme, à la quête de marchés, de zones d'influence et d'investissement, etc. Quand la Turquie et la Grèce se disputent les ressources énergétiques des fonds marins de Méditerranée orientale, cela relève indéniablement de contradictions entre Impérialismes, même si ces pays sont tous deux membres de l'OTAN. Et le fait que l'État d'Israël ait les mêmes ambitions sur l'est de la Méditerranée en relève aussi, d'autant qu'il n'envisage pas d'en faire profiter le peuple palestinien occupé.

Ce bref ouvrage n'a pas la prétention de répondre à toutes les questions. Notre parcours ne sera pour le lecteur ou le militant qu'un fil d'Ariane, en l'aidant région après région, à y décrypter l'Impérialisme et ceux qui s'y opposent.

Précisons d'ailleurs d'emblée que notre définition du concept d'impérialisme sera celui, basique, donnée par le dictionnaire Quillet de 1956, cette Bible des pédagogues français du XXème siècle : « **politique d'expansion et de domination** ». Nous ne méconnaissons pas la qualité des analyses léninistes du début du XXème siècle, comme « **stade suprême du Capitalisme** », reposant sur la soumission de zones d'influence, permettant l'exportations de capitaux, et causant des conflits, notamment la Première Guerre Mondiale. Pour l'essentiel, ces analyses sont toujours pertinentes en 2022. Mais il reste que ce mécanisme de conquête et d'exploitation était présent dans la vie des peuples bien avant, qu'il a pris, suivant les époques, des visages différents, tout en incluant dès le départ deux rouages essentiels :

1/ Le **rôle d'un pouvoir d'État**, mettant ses moyens politiques et militaires au service de la sujétion d'autres peuples.

2/ La participation active à l'aventure impérialiste de **possesseurs de capitaux, commerçants, armateurs et financiers** : les bourgeoisies de Nantes ou Liverpool n'assumaient pas le pouvoir politique au 17ème siècle, mais elles ont fort bien su cependant financer (et tirer profit) des « découvertes » et conquêtes des Monarchies de France et d'Angleterre.

Le républicain Victor Schoelcher, promoteur de l'abolition définitive de l'esclavage en France en 1848, le notait déjà dans son « **journal de voyage en Égypte** » : « *il est impossible de faire un pas dans l'histoire sans y trouver la révolte toujours à côté de la servitude* ».

C'est avec cette grille de lecture dialectique du passé et du présent que nous allons visiter les différentes parties du globe.

Ces réflexions se placent délibérément dans l'optique de Marx, ce décrypteur génial des mécanismes du Capitalisme en expansion d'il y a bientôt deux siècles.

Marxiste, donc, sans ambiguïté, mais d'un marxisme qui ne se réduit pas aux phrases du vieux maître, tel un nouveau « livre sacré ». Car s'il est devenu une grille de lecture plus que jamais contemporaine, elle a été enrichie en deux siècles des travaux, souvent pratiques, des révolutionnaires successifs, Lénine le bolchevik russe et Kautsky, le disciple autrichien, le Géorgien Staline (Eh oui, n'en déplaise à la diabolisation libérale, il fut l'incontestable ordonnateur de l'industrialisation de

l'URSS, sans laquelle la victoire sur le Nazisme eut été impossible !), et le Chinois Mao, les Latinos Castro, Che Guevara et Mariàtegui, Ho Chi Minh le lettré vietnamien, et quelques autres encore, avec leurs réussites et leurs échecs, leurs découvertes et leurs erreurs, qui nous apprennent les unes et les autres.

C'est donc de tous cela qu'est nourri ce travail de synthèse, ce qui n'interdit pas d'approfondir chaque sujet, grâce à la moisson de faits collationnés par des auteurs qualifiés, ceux d'organismes universitaires comme l'IRIS en France, même si la plupart de ses chercheurs affichent leurs convictions libérales.

En tout état de cause, il ne prétend pas apporter des réponses indiscutables, mais fournir quelques données de base, et permettre à chaque lecteur d'engager le débat, sans lequel toute action pour modeler l'histoire est impossible.

Un dernier point enfin : toute approche géopolitique doit être datée, car elle est le produit d'une histoire, une réalité mouvante appelée à d'autres mutations encore. D'autant que les comportements politiques et idéologiques d'un peuple ne sont pas seulement la résultante du contexte géopolitique présent, mais aussi le reflet de son passé, et même des siècles passés, du « temps long » des historiens, plutôt que de l'événement immédiat, du « fait » journalistique :

Le racisme d'origine coloniale perdure ainsi en France bien longtemps après l'effondrement de l'Empire français, le phantasme Zemmour du « grand remplacement » en 2022 en est le témoignage

II) LES AMÉRIQUES : L'IMPÉRIALISME AU COEUR DE L'HISTOIRE

L'immense Amérique (42,5 millions de km²) s'étend presque des régions polaires du Sud à celles du Nord (presque autant que l'Asie et ses 44 millions de Kms carrés) et présente donc une diversité géographique unique (zones froides, tempérées et chaudes en hémisphère sud et hémisphère nord).

C'est aussi le continent que la majorité des Européens actuels croient encore « avoir découvert » à la fin du 15^{ème} siècle, comme s'il n'avait pas existé avant l'irruption de Christophe Colomb en 1492.

Aucun des continents n'a été autant modelé humainement depuis par l'impérialisme, à tel point qu'on peut affirmer que ses visages contemporains ont été créés, puis structurés par lui.

Le continent rencontré en 1492 par le navigateur Colomb au service des monarques espagnols était habité depuis des milliers d'années par des peuples venus d'Asie. Les « découvreurs » européens les dénommeront Indiens, car ils étaient persuadés d'être arrivés aux Indes par l'Ouest. Au 18ème siècle encore, on parlait en Europe des « Indes Occidentales » pour décrire les îles et le continent américains (ce nom venant lui-même d'un « découvreur » européen, Amerigo Vespucci). De nos jours, on nomme plutôt ces populations originelles d'Amérique les Amérindiens : leurs descendants directs sont encore quelques millions en Amérique, surtout centrale et sud.

Ces peuples amérindiens avaient développé des civilisations et des Empires puissants, Aztèques dans le Mexique actuel, Mayas en Amérique centrale, Incas dans les régions andines du Sud. Ils ont été rapidement détruits par les arrivants européens, qui disposaient d'une avance technologique évidente (grands navires de haute mer et la boussole permettant la navigation océanique, et surtout armes à feu). De plus, les conquérants espagnols ont pu profiter de l'opposition entre aristocraties dirigeantes locales et peuples amérindiens assujettis. De fait, dès la fin du 16ème siècle, le continent et l'archipel américains étaient des colonies européennes : Amérique du Sud et centrale sous domination espagnole (du Mexique et Cuba à l'Argentine), Brésil sous domination portugaise, Amérique du Nord aux mains des Britanniques et des Français, maîtres aussi des îles Saint Domingue et petites Antilles (Guadeloupe et Martinique).

Première étape après la conquête, la mise en valeur coloniale fut organisée grâce à :

1/ **L'immigration de colons européens**, français et britanniques au nord, espagnols et portugais (et italiens en Argentine) au sud, dont les descendants y sont largement majoritaires aujourd'hui.

2/ **L'occupation de l'espace cultivable** d'autant plus rapide qu'elle s'accompagna souvent de l'extermination et de l'expulsion des Amérindiens : Dans les plaines d'Amérique du Nord, durant la « conquête de l'Ouest », les peuples autochtones furent systématiquement massacrés durant les « guerres indiennes » jusqu'au 19ème siècle, et confinés dans des « réserves ».

En Amérique centrale et du Sud, les plaines fertiles ont été progressivement occupées par les colons espagnols et portugais, et les Amérindiens repoussés dans les zones arides andines ou forestières de l'Amazonie.

Dans les îles « antillaises » qui eurent les premiers contacts avec les « découvreurs » européens, les Amérindiens Caraïbes ont quasiment disparu en deux siècles, notamment du fait des maladies importées d'Europe, contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés.

3/ L'exploitation organisée par les colons des richesses agricoles (coton, canne à sucre, café, d'Amérique tropicale) et des ressources minérales (or et argent du Pérou) ont bouleversé la vie quotidienne et l'économie européenne (au profit notamment des bourgeoisies de ports comme Lisbonne et Séville, Nantes et Liverpool, et de places boursières comme Amsterdam) qui vont y servir de point d'appui aux bouleversements politiques du XVIIIème siècle.

4/ Cette « mise en valeur coloniale » de l'Amérique a entraîné pour ce continent des conséquences démographiques majeures : L'esclavage des Amérindiens s'étant révélé peu efficace dans les mines et les plantations, les autorités d'Europe et leurs bourgeoisies (armateurs et financiers) ont organisé dès le 16ème siècle la traite esclavagiste. En deux siècles, environ 10 millions d'Africains ont été déportés depuis les rivages du « continent noir » pour devenir esclaves sur les plantations (françaises au départ) de Louisiane et Saint Domingue, britanniques de Virginie, portugaises du Brésil, ou espagnoles de Cuba. Cela jusqu'aux abolitions de l'esclavage au 19ème siècle, dès 1805 à Saint Domingue rebaptisée Haïti par la Révolution des esclaves, en 1848 dans les colonies françaises de Martinique et Guadeloupe, entre 1821 et 1870 dans l'Amérique hispanophone, en 1865 dans l'Amérique du Nord anglophone (USA), et finalement en 1888 au Brésil lusophone. Des abolitions qui n'apportèrent pas l'égalité civile et sociale. Les descendants d'esclaves africains sont encore aujourd'hui plus de 12 pour cent de la population totale des USA, encore clivée par son histoire coloniale, et les vagues d'immigration successives, constituée en communautés juxtaposées en quartiers aux cultures différentes, de langue, religion et couleur de peau (Latinos, noirs, juifs, etc.)

Les Noirs descendants d'esclaves sont présents sur presque tout le continent, parfois largement métissés, au Brésil, Amérique centrale et Cuba. Ils sont largement majoritaires dans les Îles françaises de Martinique et Guadeloupe, où les restes de populations amérindiennes sont en revanche imperceptibles.

5/ Les plantations esclavagistes en Amérique du Nord et centrale, les grandes propriétés consacrées à l'élevage, le commerce maritime ont créé une aristocratie et bourgeoisie « créole » qui, dès la fin du 18ème siècle, a résolu de s'émanciper des Métropoles européennes.

Ce fut d'abord le soulèvement des colons britanniques, qui, sous le nom de « Révolution américaine » donna naissance aux États Unis d'Amérique (USA), proclamés en 1776. Une Révolution proclamant les libertés individuelles des citoyens, mais dirigée par des esclavagistes (Jefferson), pour lesquels un Président élu remplacera le Roi. Une sécession soutenue par la monarchie française contre son concurrent britannique.

La deuxième vague des indépendances « créoles » d'Amérique balaya les colonies espagnoles et portugaise, profitant de l'affaiblissement de la Cour de Madrid ou Lisbonne à la suite des guerres napoléoniennes, entre 1816 et 1830, d'Argentine et Chili au sud au Mexique au nord. Malgré les rêves panaméricains de leaders comme Bolivar, elle a abouti au morcellement en faibles États concurrents, à l'exception du grand (et vide) Brésil.

6/ **Le 19^{ème} siècle** a permis aux jeunes USA de **développer une puissance industrielle et commerciale nouvelle**, grâce notamment aux immigrants venus de toute l'Europe, qui formaient une main d'œuvre à bas prix, et rendaient possible la « conquête de l'Ouest ». C'est au cours du même siècle, qu'est apparu l'Impérialisme états-unien, d'abord au détriment de ses voisins européens et « latinos ». Cet impérialisme annexionniste, mis en chantier dès le début du 19^{ème} siècle, deviendra plus virulent encore après la guerre civile dite de sécession, qui verra la victoire des États industriels du Nord sur ceux, agraires et esclavagistes, du Sud des USA.

En 1803, les USA achètent la Louisiane à la France de Napoléon, dont l'empire colonial est en difficulté (la perte du Canada francophone a été suivie de l'indépendance de Saint Domingue-Haïti, au profit des esclaves révoltés) ...

Dès 1823, le Président des USA Monroe avertit le monde que toute ingérence coloniale européenne sera considérée comme une menace contre les USA (une façon de signifier que le continent entier ne relève que des États Unis d'Amérique du Nord). Encore aujourd'hui, la majorité des Français utilise indument le qualificatif « les Américains » pour qualifier les dirigeants et habitants des seuls USA, comme s'ils étaient le seul peuple du continent.

De 1845 à 1848, la guerre contre le Mexique permet aux USA d'annexer 40 pour cent du territoire de ce pays, Texas, Nouveau Mexique, Californie.

De 1895 à 1898, ils aident militairement les Cubains à se détacher de l'Espagne, en profitent pour établir dans cette île leur domination économique et politique, et font la même chose à Puerto-Rico et Hawaï (1898).

En 1903, les États Unis suscitent le soulèvement des pompiers (!) de Panama, qui se détache de la Colombie, pour y installer leur mainmise sur le canal de Panama, reliant l'Océan Pacifique à l'Atlantique (grâce aux travaux préalables initiés par le Français De Lesseps).

7/ C'est **le 20^{ème} siècle** qui va permettre aux **USA de devenir la puissance capitaliste dominante**, avant les métropoles coloniales d'Europe, grâce notamment aux deux Guerres mondiales.

Durant la première, ils livrent dès 1914 toutes sortes de fournitures aux belligérants européens contre des dettes qui pèseront lourd par la suite pour les pays

ravagés par les combats et les bombardements, Angleterre, France, etc... Les USA, en revanche, n'entreront en guerre qu'en 1917 aux côtés des futurs vainqueurs, et leur territoire ne sera pas champ de bataille.

De même, durant la seconde, ils deviennent les fournisseurs (contre remboursement) des Alliés (Royaume Uni, France, URSS) et ne rentreront en guerre en 1941 que contraints par l'attaque japonaise. Mais, dans les deux cas, sans que combats et bombardements n'aient eu lieu sur leur territoire, ce qui leur permet de devenir en 1945 la première puissance industrielle, financière, et militaire du monde capitaliste.

8/ Cela leur permet de financer **la reconstruction des pays vaincus** qui le méritent en intégrant leur alliance contre l'URSS et le « danger d'expansion du Communisme », Allemagne de l'Ouest, Japon, Corée du Sud, dans le cadre de ce qu'on nommera la « Guerre Froide », de la défaite du Nazisme en 1945 jusqu'en 1990. Un « Équilibre de la Terreur », où deux camps disposant d'armes nucléaires se font face, parfois en affrontements armés ouverts, la Guerre de Corée (1950-53), la Guerre du Vietnam (1965-73) : d'un côté le monde capitaliste, avec pour leader les USA, et ses alliés européens de l'OTAN, France, RFA, Royaume Uni... et d'Asie-Pacifique, Japon, Corée du Sud, Australie, qui étaient au départ ses concurrents, et ne seront plus bientôt que des comparses. Avec surtout une guirlande de bases militaires¹ et d'États supplétifs-alliés, entourant l'espace ennemi sous influence soviétique, au Moyen-Orient (Israël, Turquie, Arabie Saoudite, Émirats) et en Asie lointaine (Taïwan, Pakistan, Japon, Corée du Sud, etc.)

Durant cette même « guerre froide », a lieu l'effondrement des Empires coloniaux, français, britannique, néerlandais, belge, portugais, face aux insurrections nationales, et au « Tiers-mondisme » refusant de choisir entre l'Impérialisme occidental et le « camp » socialiste (Égypte de Nasser, Inde de Nehru). Ce qui ne signifie nullement la disparition de l'Impérialisme états-unien ou français, volontiers reconverti en « néo-colonialisme », grâce au parrainage d'États théoriquement indépendants, mais soumis à des contraintes multiples, économiques, monétaires, diplomatiques et militaires, qui permettent aux investisseurs occidentaux d'en exploiter les ressources (l'exemple le plus achevé en est le « pré-carré » africain de la France).

III) DISPARITION DE L'ENNEMI SOVIÉTIQUE, Une victoire (éphémère ?) De l'impérialisme des USA et leurs alliés-supplétifs

¹ Les USA reconnaissent 800 bases militaires et plus de 200 000 soldats dans le monde actuellement.

La disparition de l'URSS et de ses alliés est-européens en 1990 a bousculé évidemment l'équilibre géopolitique. Le Capitalisme, et l'Impérialisme qui en découle semblent avoir vaincu par disparition de l'adversaire, c'est la « fin de l'histoire » selon les idéologues libéraux, la victoire définitive de l'Impérialisme occidental, et de son leader les USA, qui, à eux seuls, dépensent 40 pour cent des crédits militaires mondiaux. D'autant que les mouvements révolutionnaires, Communistes et d'inspiration marxiste et ouvrière, sont, en Europe, Afrique ou Amérique, largement déstabilisés par la disparition du modèle soviétique, et la destruction systématique des « forteresses ouvrières » par les délocalisations vers les contrées à bas salaires des industries des pays anciennement développés.

LES CIBLES DE L'IMPÉRIALISME AU XXIÈME SIECLE

En fait, dès le début du XXIème siècle, les rapports de force mondiaux se recomposent peu à peu, en fonction de luttes populaires et nationales nouvelles, au détriment d'un Impérialisme occidental dirigé par celui majeur des USA, d'autant plus agressif qu'il est en difficulté un peu partout.

A/ d'abord parce que **des pays à économie socialiste** (Cuba, Corée du Nord, Vietnam et Chine) ont survécu à la disparition de l'URSS, malgré l'encerclement impérialiste (embargo contre Cuba, etc.) Et surtout, la Chine forte de son milliard, 4 d'habitants, qui va profiter au maximum des investissements capitalistes en quête de profits plus élevés pour devenir en vingt ans la deuxième économie industrielle et financière du globe, sur le point de surpasser celle des USA.

B/ **les luttes populaires et nationales contre l'Impérialisme occidental resurgissent aux quatre coins du globe**, mais compte-tenu de la décrépitude des organisations révolutionnaires et progressistes, elles revêtent souvent une forme réactionnaire, nationaliste, ou d'intégrisme religieux: c'est ainsi que le terrorisme « djihadiste » moyen-oriental parviendra en 2001 à détruire les tours de Manhattan, puis à créer durant quelques années un embryon d'État islamiste anti-occidental (le Califat de Daesh) en Irak, et que les Talibans finiront par chasser les troupes US et occidentales d'Afghanistan en 2021. En Afghanistan, en Syrie, en Irak, ces mouvements Islamistes-djihadistes, idéologiquement contradictoires, ont souvent été au service de l'Impérialisme avant de se retourner contre les Occidentaux.

C/ dans ce nouvel ordre géopolitique du 21ème siècle, **l'Impérialisme occidental a reconverti ses alliances**, dirigées de 1945 à 90 contre l'URSS et le Communisme : c'est ainsi que l'OTAN, alliance militaire des pays capitalistes d'Europe

contre l'URSS sous l'égide des USA, s'est perpétuée et même agrandie aux pays de l'Est européen redevenus capitalistes, en une alliance militaire contre la Russie capitaliste. La même reconversion impérialiste des anciennes alliances contre le Communisme s'est faite en Asie, pour tenter d'endiguer la croissance de la Chine, en essayant d'y inclure Inde, Australie, Japon, etc.

D/ Car l'objectif essentiel de l'Impérialisme au XXIème siècle est de juguler les mouvements de Libération nationale, incarnés par des États nationaux, qui ne sont pas forcément progressistes, mais représentent une possibilité de développement économique et social autonome, protégée de l'exploitation impérialiste. L'Invasion et l'occupation de l'Irak par les USA en 2003 entrent dans ce cadre, de même que la destruction militaire de l'Etat national libyen par la France, ainsi que la guerre menée par djihadistes interposés contre l'Etat national de Syrie à partir de 2011. Mais, après 10 ans de combats, destructeurs et de massacres, ce dernier objectif a été un échec pour l'Impérialisme occidental, face à la fois à la résistance du peuple syrien, et à l'aide de la Russie à Bachar El Assad.

E/ La Russie n'est pas intervenue en Syrie par hasard, elle est un exemple parmi d'autres de cette opposition majeure entre l'Impérialisme occidental et l'aspiration à un Etat national. Après l'implosion de l'URSS, la Russie revenue au Capitalisme a vécu avec Eltsine une période d'effondrement national, durant laquelle l'économie était bradée aux affairistes occidentaux et les choix politiques soumis à ceux de l'Impérialisme occidental et des milliardaires corrompus. Sous la direction de Poutine (depuis 2000), l'Etat national a été reconstruit, et avec lui, la puissance économique et militaire, ce pourquoi il est soutenu par la grande majorité des citoyens. Ce qui n'implique en rien qu'il soit l'héritier de l'Union soviétique : la Russie de 2022 est un pays capitaliste, et Poutine et ses amis milliardaires, nationalistes et réactionnaires, aspirent plutôt à la renaissance de l'Empire, celui du knout² et des popes.

F/ Toute l'histoire du dernier demi-siècle est structurée par cette confrontation dialectique entre l'Impérialisme occidental, dirigé par le plus puissant d'entre eux, celui des USA, et les luttes populaires, qui prennent souvent la forme d'aspirations nationales.

C'est le cas notamment des Palestiniens contre L'Etat colonial d'Israël, des Yéménites contre l'agression menée par l'Arabie Saoudite. La même logique crée une alliance de fait entre l'Etat national d'Iran menacé par les sanctions impérialistes et les États nationaux de Cuba, du Venezuela, du Mali..., en butte aux mêmes atteintes et sanctions impérialistes en Amérique latine, Afrique, où Asie.

² Fouet symbole de la tyrannie tsariste légitimée par les popes (prêtres) de l'église orthodoxe.

Dans cette confrontation planétaire, les difficultés des Impérialismes sont, ces derniers temps, de plus en plus évidentes : défaite-retrait des forces US d'Afghanistan, échec et retrait partiel des forces françaises du Sahel (Mali), ce qui rend l'Impérialisme encore plus virulent. Ainsi, la progression militaire de l'OTAN contre la Russie en utilisant le nationalisme ukrainien, jusqu'à la Guerre de 2022, sous la direction du Président démocrate US Biden, qui semble vouloir y effacer son recul afghan.

Une victime particulière de l'impérialisme : l'Amérique « latine »

L'Amérique dite latine, hispanophone, lusophone et francophone (Antilles françaises et Haïti), dont l'histoire a elle aussi été modelée par le mécanisme impérialiste américain, se retrouve aujourd'hui au premier rang de ses victimes. Son histoire depuis le cœur du XXème siècle se résume aux tentatives, réussies ou avortées, d'échapper au carcan de l'Impérialisme des USA, jalonnées de révolutions, de coups d'Etats téléguidés par la CIA, et d'interventions militaires des troupes états-uniennes, les « Gringos ».

Au Mexique, amputé au XIXème siècle par les USA d'une grande partie de son territoire, la Révolution débute en 1910 par le renversement du dictateur Porfirio Diaz, représentant direct des grands propriétaires terriens. Une Révolution essentiellement paysanne, animée par des combattants comme Zapata ou Villa, qui débouche sur une réforme agraire incomplète., mais qui permet toutefois au pays d'échapper un peu à la mainmise des USA. C'est son héritage que reprendra le Président Cardenas en poursuivant la réforme agraire et en nationalisant les ressources pétrolières (1936).

Au cours du XXème siècle, les USA interviennent militairement des dizaines de fois en Amérique latine et caraïbe, pour y soutenir ou rétablir des dirigeants, généralement dictatoriaux et corrompus, favorables aux investisseurs états-uniens, dans les plantations de fruits tropicaux (United Fruit en Amérique centrale) ou sucrières (à Cuba), et dans les mines (Bolivie, Pérou ou Chili). Cette longue liste d'invasions armées directes a concerné près de vingt pays différents d'Amérique latine durant le XXème siècle, d'Haïti (1914-34, 1994) en mer caraïbe au Guatemala (1954-60 et 67) et Panama (1918-21, 1964 et 89) en Amérique centrale. La plus connue fut la tentative ratée d'invasion armée de Cuba, qui avait eu la prétention de proclamer le Socialisme à une heure d'avion de Miami (Baie des cochons, 1961). Il faut y ajouter les soulèvements et coups d'états organisés par la CIA, avec le soutien d'une bourgeoisie corrompue et de militaires locaux (dictature militaire au Brésil en 1964, au Chili en 1973).³

³ Pour mémoire les USA ont reconnu 638 tentatives d'assassinat de Fidel Castro

Et cela alors que parallèlement l'armée US où des mercenaires à son service intervenaient avec les mêmes objectifs (destruction des États nationaux, sujétion économique et diplomatique) dans les autres continents après la Corée puis le Vietnam, l'Afghanistan en Asie, la Somalie africaine en 1992, la Yougoslavie en 1999, l'Irak et la Syrie au Moyen-Orient : ces aventures militaires qui enjambent les deux siècles sont parfois désastreuses militairement pour l'armée US, de la Somalie à l'Afghanistan, ce qui a amené l'Impérialisme US à privilégier au 21ème siècle le soutien d'interventions alliées (françaises en Afrique, en Libye au Sahel), ou des subversions pro- occidentales (« révolutions orange » en Géorgie et Ukraine) , et à multiplier les sanctions économiques et diplomatiques (blocus de Cuba, du Venezuela, et contre l'Iran).

Notamment en Amérique latine, le temps des interventions armées directe semble clos, et l'Impérialisme US en est réduit à faire agir les alliés-supplétifs, comme la Colombie, des Etats de Centre Amérique ou l'Organisation des États Américains (OEA), parfois réticente à jouer ce rôle de gendarme continental.

Ce tableau de l'histoire de l'Amérique latine au XXème siècle, le sous-continent le plus directement impacté par l'Impérialisme des USA, serait incomplet si on ne l'accompagnait de celle des luttes populaires, explosant en soulèvements et révolutions sociales, qui sont très souvent aussi des révolutions nationales :

C'était déjà le cas des Révolutions mexicaines dès avant 1914, jusqu'aux mouvements des années 30 à 40, qui surent combiner réformes agraires anti-latifundiaires et nationalisation du pétrole contre les appétits des « Gringos ». Mais ce fut plus encore la caractéristique de la Révolution cubaine dirigée par les frères Castro et Che Guevara, victorieuse en 1959. Très vite, elle exproprie les capitalistes états-uniens qui tirent profit des plantations de canne à sucre, et construit une société socialiste, animée par les Communistes, mais spécifique par ses héritages nationaux et internationalistes, égalitaires et antiracistes... Les successifs dirigeants US ne se sont pas trompés sur l'attraction exercée par ce modèle, notamment sur le plan de l'éducation et de la santé, dans toute l'Amérique, l'Afrique et l'Asie victimes des colonisations. C'est pourquoi ils n'ont cessé depuis 1959 de tenter de le détruire, par les assassinats de militants, l'invasion militaire, et, après son échec, le blocus économique et commercial qui est toujours en usage un demi-siècle après. Ils ont même espéré réussir à l'éradiquer par la pénurie et l'émigration vers Miami des Cubains anticommunistes, après l'effondrement en 1990 de son allié soviétique. Cuba, aujourd'hui dirigé par le PCC, héritier des Castro et du Che, reste en 2022 un exemple de réussite sociale et sanitaire, dont les médecins et les éducateurs sont intervenus ces dernières années dans les campagnes du Venezuela et d'Afrique du Sud, et même les hôpitaux d'Italie. Malgré les pénuries organisées par l'Impérialisme, le régime socialiste conserve l'appui de la majorité des citoyens, parce qu'il a su porter les aspirations d'indépendance nationale.

IV) SUBVERSIONS ANTI IMPÉRIALISTES AMÉRICAINES

L'Amérique latine a connu à partir de 1960 des vagues successives de soulèvements populaires et de reflux réactionnaires :

1/ D'abord, le flot **des guérillas d'inspiration marxiste et panaméricaines**, dont la plus emblématique fut la tentative malheureuse de Che Guevara en Bolivie (1966-67) qui y laisse la vie. Mais ce sont aussi au sud du continent les guérilleros Tupamaros en Uruguay (1965-90), Monteneros en Argentine (1970-79), en Amérique centrale les Sandinistes du Nicaragua (des années 1960-70 à 90), et les FARC de Colombie qui ont mené la lutte clandestine de 1964 à 2016. La plupart furent des échecs, faute de soutien populaire suffisant, face aux contre-guérillas organisées par la CIA.

2/ Ensuite une **vague de dictatures militaires**, de 1964 à 80, pratiquant de féroces répressions sociales et politiques et un capitalisme « ultra-libéral » débridé avec le soutien des USA : au Brésil dès 1964, au Chili après le coup d'Etat militaire du général Pinochet en 1973, en Uruguay en 1976, etc. Ces « contre-révolutions ultra-libérales » inspirées par les USA suscitent de fortes résistances populaires.

3/ **Le passage du XXème au XXIème siècle** va les concrétiser, souvent par des victoires électorales des partis de gauche, même si le premier régime qui s'affirme « bolivarien » au Venezuela avec Chavez naît en 1999 avec le soutien de l'armée. Cette idéologie bolivarienne, dont Chavez est le leader incontesté jusqu'en 2013 est à la fois un socialisme proche des dirigeants cubains, reposant sur un anti-impérialisme commun, redistribuant les revenus du pétrole aux plus pauvres, mais acceptant le pluripartisme et les confrontations électorales.

Cette vague de gauche se répand en Amérique latine durant le début du XXIème siècle, conquiert le Brésil dirigé par le Parti des Travailleurs de Lula (2002-2010), la Bolivie, et même le Mexique, dont le Socialiste Lopez Obrador, dirige la capitale dès 2000, et devient Président du pays en 2018. Ce qui permet à ces nations « latinos » de se démarquer de l'emprise des USA, incarnée par l'OEA, par le biais d'accords économiques et politiques anti-impérialistes avec Cuba (ALBA, CELAC) ...

4/ Mais cette construction est fragile, le boycott économique imposé par les USA et leurs supplétifs colombiens à Cuba et au Venezuela pèse en pénuries, crises migratoires et subversions, d'autant que ces « gauches » sont parfois minées par la corruption, et ne contrôlent pas les rouages de l'Etat et les médias. Ainsi, en 2018, le militaire d'extrême-droite Bolsonaro est-il élu Président au Brésil à la place de la candidate du PT, après que Lula soit emprisonné pour corruption, à l'issue d'une campagne médiatique démagogique.

5/ Ce balancement régulier entre pro-impérialistes et courants anti-impérialistes se poursuit aujourd'hui, avec des avancées et des reculs. La réélection de Lula au Brésil entre dans ce cadre. De même le renversement au Pérou du Président,

l'instituteur socialiste Pedro Castillo. Mais surtout, elles ont amené en Colombie, la défaite du pouvoir de Droite, le meilleur allié des USA. Souvent ces élections n'apportent aux forces anti-impérialistes qu'un pouvoir bien limité, ne contrôlant ni la majorité parlementaire, ni l'appareil d'Etat, économique et médiatique. Et les forces anti-impérialistes et patriotiques, dont le chef de file reste l'État bolivarien du Venezuela (avec Cuba), sont souvent affaiblies par les pénuries imposées de l'extérieur, et des divisions internes (entre le PSUV au pouvoir, et le PC Vénézuélien par exemple).

L'Amérique latine reste une « zone de tempêtes » anti-impérialiste, où, d'ores et déjà, les USA ne sont plus en mesure de faire la loi comme en 1950... Reste à voir en quel sens ira le balancier dans les années qui viennent.

V) IMAGES FAUSSES ET COMPLEXITÉS DU MAGHREB

Le Maghreb (le couchant, en arabe) : Quatre pays, de l'ouest atlantique à l'est méditerranéen, une culture commune arabo-musulmane, qui a recouvert des composantes ethniques plus diverses qu'on ne le dit communément en France (On y dit souvent « les Arabes » comme on dirait les Romains en parlant des Français ou Espagnols actuels, parce que ces conquérants leur ont légué leur langue et leur religion !) : un fonds berbère encore dominant dans le Maroc intérieur et en Kabylie algérienne, des apports européens encore présents d'Alger à Oran, des ascendances turques évidentes en Tunisie, et les éleveurs nomades noirs Toubous dans le sud saharien de la Lybie.... Des histoires différentes et complexes, qui n'eurent guère en commun que la sujétion coloniale durant un siècle, et l'émergence de nations dans le contexte des luttes anticoloniales. C'est dire si l'image qui est donnée de ces pays (qui n'ont en commun que l'Islam et la langue arabe) par des médias français, encombrés d'idéologie coloniale et impérialiste, est simpliste, plus proche souvent des éruccations de Zemmour que des réalités. C'est d'ailleurs en fonction de ces relents d'origine coloniale que le traitement médiatique est à géométrie variable pour l'un ou l'autre pays du Maghreb.

L'ALGÉRIE MAL AIMÉE

Le pays du Maghreb dont on parle le plus (et le plus mal) aux télévisions françaises est évidemment l'Algérie, dont beaucoup de ce côté-ci de la grande flaque parviennent mal à se consoler qu'il ne soit plus formé de départements français, et dont de nombreux autres regrettent qu'il contribue trop à peupler un hexagone

vieillissant à la natalité poussive. Des sentiments mal refoulés que le premier démagogue venu sait flatter en période électorale française, adossé à l'appareil médiatique. L'image habituellement donnée de cet État anciennement colonisé par la France est très négative, réduite à une dictature militaire corrompue, qui enlève toute perspective d'avenir à sa jeunesse, et la contraint de ce fait à venir rejoindre à tout prix le rêve français, ce paradis où l'on peut vivre grassement sans travailler. Ce schéma est généralement argumenté grâce aux images des fréquentes manifestations anti-gouvernementales ces dernières années (le hirak), comme si ces foules mécontentes allaient déferler sur nos rivages. La même image négative, sinon « révisionniste », est collée en France à l'histoire de l'Algérie après l'indépendance alors que tous les historiens honnêtes savent que les progrès sociaux furent étonnants de 1962 à 80, grâce notamment à l'industrialisation, aux mesures socialistes étatiques et aux réformes agraires, non seulement en matière de niveau de vie, mais plus encore d'éducation (le peuple algérien comptait en 1980 plus de professeurs d'université qu'il n'avait d'étudiants en 1960 !). Cela jusqu'aux privatisations d'inspiration libérale de la décennie 70-80...

Faut-il le répéter ? Ce simplisme négatif, sorti tout droit des nostalgies coloniales, ne correspond que de très loin à des réalités complexes, qui s'expliquent par l'histoire cahoteuse de la Nation algérienne, qui arracha son indépendance au Pouvoir Français en 1962.

Né de 8 ans de guerre insurrectionnelle, le nouvel État national ne pouvait avoir pour dirigeants que ceux, « nationalistes », qui avaient animé la lutte armée, sur le terrain ou depuis l'extérieur, d'où la prééminence de l'Armée de Libération Nationale. Mais ce mouvement nationaliste révéla très vite ses divisions idéologiques. Les équipes progressistes des débuts (réforme agraire, industries nationalisées), qui tentaient de compenser les pénuries dues aux destructions de l'OAS et à la fuite des cadres européens par l'enthousiasme patriotique, firent peu à peu place à d'autres, plus anticommunistes, d'inspiration bureaucratique ou même libérale. Le « Socialisme algérien » fut définitivement enterré avec le Président Chadli (1979 à 92), un partisan convaincu du Libéralisme, et des privatisations de l'économie. Le résultat en fut l'appauvrissement d'une partie des citoyens, et un mécontentement social d'autant plus récupéré par les Islamistes que le Pouvoir nationaliste avait éliminé les Communistes du jeu politique et flatté l'Islamo conservatisme. Le FIS, qui se donnait pour objectif un régime islamo-intégriste, dictature Inspirée de la Charia coranique médiévale, fut à l'origine après son interdiction en 1992, d'une décennie de terrorisme féroce, dont firent surtout les frais les militants laïques, de gauche ou syndicalistes : une destruction systématique du tissu progressiste, et un renforcement du rôle politique de l'armée, jugée par l'opinion seule capable de juguler le terrorisme.

C'est dans ce contexte que Bouteflika assumait la présidence durant près de 20 ans, y compris quand son état de santé après 2010 le réduisait à n'être qu'un paravent pour des dirigeants corrompus. Cette impasse amena les manifestations populaires répétées qui l'obligèrent à abdiquer en 2019, et qui se sont poursuivies depuis sous le nom de Hirak. Un très fort mouvement populaire, surtout urbain, mais handicapé par son hétérogénéité, qui réduit trop souvent ses objectifs au « dégagisme », dans un paysage idéologique dévasté, où les organisations de gauche sont très faibles, les syndicats souvent asservis au Pouvoir d'État, et les islamistes bien présents, même s'ils sont clandestins. Et les inégalités sociales grandissantes dans un flot de réformes libérales et bureaucratiques.

Est-ce à dire, comme on le répète à Paris, que l'Algérie est une dictature militaire, tenant son peuple par la terreur ?

Cette vision caricaturale diffusée en France est plutôt le corollaire des relations parfois tendues entre les deux gouvernements que le reflet direct de la réalité. En effet, le Quai d'Orsay et le Président Macron reprochent au Gouvernement algérien de ne pas s'aligner sur leur intervention militaire au Sahel. Ces derniers temps, des survols du territoire algérien par l'armée française ont même été non-autorisés, ce qui est plutôt une preuve que l'État national algérien rejette les diktats de l'Impérialisme occidental, alors même que nombre de chefs d'États-croupions africains ont décidé le boycott des autorités maliennes, coupables de lorgner vers la Russie honnie. En fait, l'État algérien, héritier malgré ses dérives, des moudjahidines de la Guerre de Libération, structure un Pouvoir national capable d'assurer l'ordre quotidien, ce qui est hors de portée dans une bonne partie de l'ancien pré-carré de la France. Et la population algérienne lui en sait gré, comme elle lui sait gré d'avoir stoppé le terrorisme islamiste. Ce qui n'implique pas d'être d'accord avec toutes les décisions gouvernementales. La presse algérienne en français (El Watan) et en langue arabe ne se prive pas d'exprimer ces critiques populaires, autant sinon plus que les quotidiens français ne le font à Paris.

L'Algérie a fêté cette année le soixantième anniversaire de son indépendance : le bilan est contrasté, mais il faut le comparer à ceux d'autres États africains, ou du Maghreb : l'État national est solide, même si son indépendance est menacée par des forces internes et extérieures. Et le chemin parcouru est réel, n'en déplaise aux nostalgiques français de l'ère coloniale.

Depuis des années, une vaste offensive idéologique est organisée par l'Impérialisme occidental, pour contraindre l'État et le peuple algérien à rallier le camp occidental. Il est regrettable qu'elle trouve en France des alliés inattendus, comme MG Buffet, éphémère ex-secrétaire générale du PCF, qui a cru bon d'organiser en octobre 2021 un colloque à l'Assemblée nationale, où elle a offert une tribune

complaisante aux mouvements séparatistes Kabyles, opposés à l'unité nationale algérienne forgée dans la Guerre d'Indépendance.

Les tensions mondiales actuelles sur le plan énergétique confrontent l'Algérie de demain à de nouvelles questions : va-t-elle savoir tirer profit pour son peuple de ses richesses énergétiques (gaz, solaire) alors que le fournisseur russe est pour l'instant bloqué par les sanctions occidentales ? Ou en faire profiter le capitalisme investisseur étranger ?

LE MAROC, UNE MONARCHIE « AMIE DE LA FRANCE » ?

À l'inverse de son voisin oriental, le Maroc est bien vu des médias français, qui oublient volontiers ses prisonniers politiques plus nombreux qu'en Algérie, que le Pouvoir royal exerce une surveillance constante de la presse, n'hésitant pas à emprisonner les déviants et réprimant sans états d'âme les opposants du Rif par exemple. Par ailleurs, le Pouvoir Royal (le Maghzen) a réussi à domestiquer bien des partis d'opposition, en usant de son autorité religieuse et du vieux nationalisme marocain, hérité d'un Empire chérifien qui s'étendit autrefois jusqu'en Afrique Noire aux rives du Niger et du Sénégal. Ceci explique que les dirigeants du Maroc redevenu indépendant en 1956, n'ont jamais accepté la décision de l'ONU de laisser à chacun des peuples colonisés le droit de décider de son sort dans le cadre de ses frontières. C'est ainsi qu'ils n'ont jamais reconnu aux habitants de l'ancien Sahara espagnol (entre le Sud marocain et la Mauritanie, le long de l'Atlantique) le droit de s'exprimer pour ou contre l'indépendance par référendum. En novembre 1975, le Roi Hassan II a envoyé 300 000 colons marocains occuper le territoire sahraoui sous le nom de « Marche verte », sous les drapeaux conjoints de l'Islam et du « Grand Maroc historique ».

Ce fut le point de départ de l'insurrection des militants sahraouis, le début d'une guerre féroce (depuis 1975). Ponctuée d'exécutions et de tortures, menée par l'armée marocaine contre eux, et l'établissement des campements Sahraouis en plein désert au sud de Tindouf, sous protection algérienne, sous le nom de République Arabe Saharaouie Démocratique (RASD), reconnue par la majorité des États africains et du monde. Le Roi Mohamed VI, qui vient de réaffirmer que « *la marocanité du Sahara occidental ne se négocie pas* », a depuis des décennies été soutenu, notamment en armes, par divers États occidentaux, dont la France. Sa volonté de rendre impossible le référendum décidé par l'ONU l'est encore plus depuis que les USA l'ont approuvée en contrepartie de la reconnaissance par Rabat de l'État colonial d'Israël.

La monarchie marocaine, qui fut depuis l'ère tiers-mondiste le leader pro-occidental en Afrique, notamment en ne rejoignant pas la lutte contre l'apartheid

sud-africain, l'est encore plus depuis deux ans du fait de son alliance avec Israël, notamment sur le plan du renseignement et du contrôle policier de la population.

Dans ce contexte, les tensions récentes sur le terrain entre l'Algérie et le Maroc (fermeture des frontières, camionneurs algériens mitraillés au Sahara occidental...) sont aussi le reflet de la collusion de certains gouvernements africains avec l'Impérialisme, alors que d'autres le refusent, et persistent, quels que soient leurs défauts par ailleurs, à soutenir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que ce soit en Palestine ou au Sahara. Sachons faire la différence entre eux, comme le font de leur côté les dirigeants macroniens, états-uniens, et leurs séides médiatiques en faveur de la monarchie marocaine.

TUNISIE, LES FANTÔMES D'UNE RÉVOLUTION INACHEVÉE

Plus à l'est, le traitement par nos médias des événements qui bousculent la Tunisie depuis quinze ans, est tout aussi révélateur, non pas d'une réalité complexe, mais surtout des présupposés idéologiques en usage dans les rédactions parisiennes.

La Révolution tunisienne de 2010-2011 fut la première des « Révolutions Arabes » qui parcoururent le monde musulman. Cette insurrection contre le gouvernement autoritaire et corrompu de Ben Ali fut d'abord la révolte sociale d'une jeunesse exaspérée par les inégalités croissantes dans un libéralisme sans limites, contredisant de plus en plus le verbiage nationaliste officiel. Malheureusement, ce mouvement très disparate politiquement, tiraillé entre la démagogie des intégristes réactionnaires (Ennahdha) et des progressismes divergents, ne s'entendait guère que sur l'objectif unique du « dédagisme ». Ben Ali et sa camarilla de profiteurs une fois dégagés, le pays est allé de soubresauts en désenchantement, sans jamais réussir à mettre en cause les fondements libéraux de la crise sociale ; jusqu'au récent coup d'état du Président Kaïs Saïed, qui a supprimé « temporairement » le Parlement, sans pour autant clarifier les objectifs du Pouvoir.

Curieusement (?), cette « révolution » a toujours eu bonne presse auprès des médias français, comme tous les mouvements populaires dépourvus d'objectifs révolutionnaires réels, à l'image de ces « révolutions orange », qui peuvent comme elles le firent en Ukraine ou en Géorgie, démarrer par des revendications salariales et de pouvoir d'achat, et aboutir à mettre l'État au service des pires réactionnaires, ou libéraux pro-occidentaux.

L'avenir tunisien est encore peu lisible.

LE TROU NOIR LIBYEN

Le pays du Maghreb le plus oriental, était devenu République en 1969, grâce au soulèvement contre la monarchie corrompue des jeunes officiers nationalistes dirigés par Mouammar Kadhafi. Depuis, le Rais (Guide) avait d'une poigne solide (et parfois arbitraire) construit malgré les féodaux nomades un Etat national, et imposé sa volonté aux Puissances extérieures, grâce à ses ressources pétrolières. Il avait même élaboré un projet de développement industriel ambitieux, rêvant de faire reflourir le désert libyen grâce à l'eau fossilisée du Sahara, et jouait volontiers les mécènes auprès d'Etats sahéliens comme le Mali.

Ces attitudes jugées provocatrices firent en l'an 2000 de Kadhafi l'ennemi à abattre des États impérialistes d'Occident, y compris de la France. Le Président français Sarkozy, qui avait pourtant invité le leader libyen à venir camper dans les jardins de l'Élysée, avec l'espoir d'en recueillir quelques subsides, fut l'exécuteur des basses œuvres de l'Impérialisme occidental en 2011. En s'appuyant sur des insurgés régionalistes et intégristes, il fit écraser par les Rafales de l'armée française l'État national libyen au profit des groupes armés constitués en milices. C'est même grâce à l'aviation française que fut réalisé l'odieux lynchage de Mouammar Kadhafi près de Syrte.

Depuis cette invasion impérialiste, la malheureuse Libye est tirillée entre factions armées concurrentes, dont certaines sont soutenues par l'Occident, et d'autres par la Russie ou l'Égypte. Mieux, les dirigeants de l'Union européenne les subventionnent pour qu'ils arrêtent les flots d'immigrés venus d'Afrique noire, grâce à un réseau de garde-côtes et de camps de rétention où les conditions de vie sont souvent effroyables⁴: la Libye attirait autrefois des travailleurs africains dans ses industries en développement. Elle n'est plus pour eux qu'un cul de sac dramatique dans leur voyage désespéré vers le mirage occidental, et les richesses minérales brutes, pétrole et autres, ne sont plus qu'un attrait pour les affairistes étrangers et les prédateurs.

DE L'EFFONDREMENT LIBYEN AU DÉSASTRE SAHÉLIEN

Fait plus grave, reconnu aujourd'hui par tous les analystes sérieux (hormis ceux de la télévision française), la destruction de l'État national Libyen a entraîné la déstabilisation de toute l'Afrique sahélienne anciennement française. Ce sont des supplétifs Touaregs au service de Kadhafi, passés à celui de la France, qui ont enclenché l'insurrection au Nord-Mali, sous la bannière du MNLA, un soulèvement prétendant imposer l'indépendance du Sahara sous le nom d'Azawad. À l'époque, se

⁴ cf Monde Diplomatique de janvier 2022

prétendant représentatifs des nomades Touaregs à qui ils n'avaient rien demandé, ils ont pris avec l'assentiment de la France le contrôle armé de Tombouctou, capitale du Sahara malien, avant d'en être chassés et remplacés par d'autres insurgés, « djihadistes », intégristes islamistes.

Ainsi débuta en 2013 l'intervention armée de la France, pour interdire aux djihadistes de dévaler sur Bamako, puisque l'État-croupion malien et son armée déliquescence étaient incapables de le faire. Depuis 8 ans, les 5000 soldats français des opérations Serval puis Barkhane n'ont réussi qu'à élargir l'audience et la nocivité des bandes djihadistes, alimentées par l'islamisme et par les trafics délinquants, sur tout le Sahel, Mali, Burkina et Niger. Au point d'entraîner la mort de milliers de paysans sahéliens et leur dispersion en camps de réfugiés par dizaines de milliers, pour fuir les combats, les exactions, et l'insécurité. A tel point que le mécontentement populaire a explosé au Mali, puis au Burkina, en insurrections et renversement des dirigeants pro-Français incapables de défendre leurs concitoyens : IBK à Bamako, Kaboré à Ouagadougou, ont dû céder la place aux insurgés militaires, dont l'avenir dira s'ils sont capables avec le soutien de leur peuple, d'assurer la protection de leurs peuples contre les bandes armées, malgré les pressions de l'impérialisme français et des politiciens locaux, ses laquais africains, dirigeants libéraux de Côte d'Ivoire, du Sénégal, ou du Bénin.

Cette situation a finalement abouti à une mise en cause envenimée de la présence française au Sahel : les militaires qui dirigent l'État malien ont dénoncé les accords militaires franco-maliens et la présence des soldats de l'opération Barkhane, et pris contact avec des mercenaires-conseillers russes (Wagner), malgré les dirigeants régionaux du G5 et de la CEDEAO. La France impérialiste, contrainte de quitter le Mali où était centrés les soldats de l'opération Barkhane, a redéployé sa présence militaire auprès des gouvernements africains « amis », du Niger qui fournit en minerai d'uranium les centrales nucléaires françaises, des régimes autoritaires du Tchad et du Bénin. Une présence dont l'objectif est de maintenir en Afrique l'influence de l'Impérialisme occidental, de plus en plus grignotée par l'expansion économique chinoise et les accords militaires avec la Russie.

VI) UNITÉ ET DIVERSITÉS DU MOYEN ORIENT

MACHREK (le levant en langue arabe) : un ensemble de pays à l'Est de la Méditerranée, à l'endroit où se rejoignent les trois continents, d'Afrique, Asie et

En coopération avec le Collectif Poxex, supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz
75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Europe. Une vaste zone baptisée par les Européens Moyen-Orient, faite d'autant de peuples, de langues et de nations que le puzzle européen. Avec toutefois une seule unité culturelle héritée de l'histoire, la religion musulmane majoritaire et la langue et l'écriture arabe qui en furent le vecteur, par le biais du livre sacré, le Coran. Ce qui ne fait, bien sûr, et n'a jamais fait une « Nation Arabe » dont rêva Nasser, pas plus qu'une « Nation islamique » qu'imaginèrent les intégristes d'Al Qaida et ses succédanés djihadistes. Même si la religion demeure dans cette région du monde un élément culturel quotidien fondamental dans la vie des peuples, qui se définissent volontiers comme Musulmans Sunnites (d'Égypte au Liban), Chiites (les Protestants de l'Islam, en Iran et Sud de l'Irak), Chrétiens maronites (au Liban), Juifs (en Israël), etc.

Une variété qui fragilise les Nations, nées des avatars successifs de l'histoire.

Sans la retracer depuis un lointain Moyen-Âge, qui vit se répandre l'Islam dans le cadre d'Empires conquérants (Arabes à partir de La Mecque, Bagdad et Le Caire, Perso-Iranien, puis Turc), il faut remonter au début du XX^{ème} siècle pour que la plupart des peuples de langue arabe du Moyen-Orient soient inclus dans une seule entité politique, l'Empire Turc Ottoman. Encore faut-il préciser que cet immense Empire, construit par la conquête et la destruction en fin de Moyen-âge du Byzantin, héritier chrétien orthodoxe de l'Empire Romain, avait dû céder au XIX^{ème} siècle une partie de sa zone d'influence aux colonisateurs d'Europe occidentale (du Maghreb devenu français, à l'Égypte devenue britannique). Et il avait perdu aussi l'essentiel de ses possessions européennes, grâce aux soulèvements des peuples balkaniques, soutenus par la Russie Tsariste, et parfois les Puissances d'Europe occidentale.

IMPÉRIALISME, RICHESSES PETROLIERES ET NATIONALISMES

On disait à Paris de la Turquie qu'elle était « *l'homme malade de l'Europe* », et, effectivement, cette puissance continentale à bout de souffle s'effondrera à l'issue de la première Guerre mondiale, d'abord parce qu'elle a choisi le camp allemand, celui des vaincus : les Traités de paix détruisent l'Empire Ottoman et partagent l'espace à l'Est de la Méditerranée en États indépendants aux contours parfois artificiels, faits de peuples différents et donc fragiles (les Kurdes, malgré la promesse des alliés en 1920 de réunification du Kurdistan historique, seront ainsi attribués les uns à une Turquie réduite, les autres à la Syrie, à l'Irak, et même certains à l'Iran !). Ces nouveaux États seront de ce fait très vite sous influence des Occidentaux vainqueurs, notamment dès que se découvriront leurs richesses souterraines énergétiques, pétrole et gaz, en Arabie Saoudite, Émirats du Golfe et Royaume d'Irak. Cette influence va parfois jusqu'à la sujétion coloniale, de la France au Liban et en Syrie, du Royaume Uni britannique en Palestine, avec sa minorité juive.

Car cette mosaïque de peuples divers, divisée en États, Royaumes, Républiques ou colonies, plus ou moins disparates et soumises, se révèle dès 1930 receler les gisements les plus riches du monde de l'entre-deux guerres, ce qui va en faire pour tout le Vingtième siècle le champ de bataille essentiel pour les Impérialismes occidentaux majeurs, dont les Sociétés capitalistes privées se disputent le contrôle nécessaire à leurs investissements :

Les sociétés capitalistes pétrolières Shell (Anglo-hollandaise), BP (britannique), Exxon Mobil, Chevron (USA)..., leurs actionnaires et leurs administrateurs, en symbiose avec les dirigeants politiques de Washington, de Londres et d'ailleurs, ont joué durant tout le XXème siècle les faiseurs de Rois et de politiciens locaux corrompus, à Riyad avec les Monarques Saoud, à Téhéran avec le Shah Pahlavi, à Bagdad avec les monarques irakiens, dont le seul mérite à leurs yeux était d'accorder les juteuses concessions pétrolières.

Face à eux, durant tout le XXème siècle, et surtout durant la décolonisation, dès la décennie 1960, les mouvements populaires se multiplient au Moyen Orient et prennent souvent la forme de nationalismes teintés de socialisme « arabe », comme le Nasserisme en Égypte (1952-1970), le parti Baas en Syrie (au pouvoir dès 1963) et en Irak (dès 1968), etc.

Il est vrai que ces nationalismes ou « socialismes arabes », pétris de contradictions politiques (anticommunisme, autoritarisme, refus des minorités nationales) ont souvent dérivé vers la soumission à l'impérialisme (ainsi le Baas irakien menant contre l'Iran une guerre féroce de 1980 à 88, avec le soutien de l'Occident, ce qui n'empêchera pas le pays d'être envahi par les USA en 2003).

En Iran, l'accession éphémère au pouvoir du docteur Mossadegh (1951-53), qui avait le premier tenté de nationaliser les compagnies pétrolières États-uniennes avant d'être renversé par un coup d'État militaire organisé par la CIA en faveur du Shah, allait dans le même sens anti-impérialiste. La Révolution populaire iranienne de 1979, assez forte pour renverser le Shah, et mettre l'Ayatollah Khomeiny au pouvoir, put enfin réaliser ces mêmes objectifs nationaux, tout en s'accompagnant de fanatisme religieux : le « régime des mollahs » est une sorte de cléricature chiite, profondément différente des « socialismes Arabes » antérieurs, et très conservatrice sur le plan sociétal. Mais soucieuse d'indépendance nationale, c'est pourquoi elle est menacée de destruction par l'impérialisme occidental.

Le visage contemporain du Moyen Orient a été profondément bouleversé par les menées de l'Impérialisme occidental, qui s'est fixé pour objectif dès la fin du XXème siècle la destruction des États nationaux qui résistaient à ses volontés d'exploitation des ressources.

Depuis l'invasion de l'Irak en 2003 par les troupes US, et la destruction de l'Etat national de Saddam Hussein, ce pays occupé n'a pas vraiment retrouvé son unité nationale.

La Libye de Kadhafi envahie par la France de Sarkozy au nom de l'Occident en 2011 est livrée depuis à la guerre civile entre milices armées.

La même stratégie de subversion a été menée par les puissances occidentales contre l'Etat national syrien de Al Assad (soutien financier et militaire des oppositions armées, notamment intégristes) et a conduit à dix ans de guerre féroce, sans parvenir à ses fins, à la fois grâce à la cohésion de la majorité des citoyens syriens, et au soutien militaire de la Russie, désireuse de s'opposer aux Occidentaux dans cette région du monde. Mais la Syrie sort de cette guerre amputée, appauvrie, dépeuplée de millions d'émigrés.

Rappelons au passage que le Collectif Porex fut une des rares organisations à dénoncer sans ambages l'Impérialisme désireux de détruire l'Etat de Syrie, même si le régime autoritaire d'Assad était loin d'être un modèle.,

Le Liban voisin, dont la cohésion nationale a toujours été faible du fait du confessionnalisme, qui partage le pouvoir entre « Chrétiens » et « Musulmans », a été lui aussi victime de l'Impérialisme, notamment parce qu'il a dû prendre en charge des centaines de milliers de réfugiés, Syriens et Palestiniens.

En 2022, pour l'Impérialisme occidental, la cible majeure qui reste à abattre au Moyen Orient est l'Etat national Iranien, déjà soumis à des « sanctions » économiques drastiques, qui lui interdisent de vendre son pétrole et d'acheter ce dont il a besoin. Et cet Etat national est toujours menacé militairement par l'impérialisme et ses supplétifs israéliens et saoudiens, notamment parce qu'il parraine dans la région les organisations armées anti-impérialistes.

Nous ne pouvons partager les orientations intégristes des mollahs de Téhéran, ni du Hezbollah au Liban, ou du Hamas en Palestine. Mais oublier que nous devons en être solidaires parce qu'ils sont d'authentiques représentants des luttes de leur peuple contre l'Impérialisme serait se tromper d'ennemi.

SUPLÉTIFS DE L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL AU MOYEN-ORIENT

L'Impérialisme Occidental au Moyen Orient a pu longtemps y réaliser ses objectifs militaires, économiques et politiques, grâce à la complicité active de Pouvoirs d'États locaux (Israël, Arabie Saoudite, Emirats du Golfe arabe) que les grandes puissances occidentales autorisent à étendre leur influence régionale, en échange d'un soutien de leurs objectifs de domination.

Le plus fort est le petit État d'Israël (un peu plus de 9 millions d'habitants), dont la puissance économique et militaire ne s'explique que par l'histoire au XXème siècle. Jusqu'en 1930, la population de Palestine, colonie britannique, était composée d'une large majorité de Palestiniens musulmans, et de minorités juives et chrétiennes.

C'est au début du XXème siècle où se sont déployées en Asie et Afrique les conquêtes coloniales britanniques et françaises, qu'à été inventée par Théodor Herzl, la doctrine sioniste, qui revendique pour les Juifs du monde entier leur « réinstallation » en Palestine, terre attribuée selon eux par Dieu aux Juifs. Une idéologie coloniale, puisqu'elle suppose l'expulsion des Palestiniens ou leur sujétion, mais justifiée par un mythe religieux. Les idées de Herzl, bâties sur une lecture mythifiée de l'histoire, sont devenues importantes pour le Moyen-Orient dans la mesure où Lord Balfour, ministre des Affaires étrangères du Royaume Uni, a fait adopter par les vainqueurs de la Guerre Mondiale en 1918 la création d'un « Foyer Juif » en Palestine, sous autorité coloniale britannique.

Ce fut d'abord un apport de colons juifs, fuyant les persécutions antisémites en Europe orientale, qui y achetaient des terres, avec l'assentiment des autorités coloniales⁵. Les massacres antisémites de la Deuxième Guerre mondiale rendirent cette apport migratoire massif, au détriment des indigènes, musulmans et chrétiens palestiniens. Jusqu'au jour de 1947 où ces immigrants-colons furent assez nombreux et armés pour chasser les Palestiniens de leurs quartiers et villages en proclamant l'État d'Israël, dont seuls les Juifs seront citoyens à plein titre. Cette création d'Israël, et l'exode palestinien qui en fut la conséquence, se fit avec l'accord de toutes les grandes puissances, souvent bien contentes de trouver un pays où émigreraient « leurs » Juifs.

Et ce sont surtout les USA, sortis grands vainqueurs des deux conflits mondiaux sur les plans économique, monétaire et militaire, chefs de file du Capitalisme mondial et de l'Impérialisme occidental dès 1918, et plus encore après 1945, qui vont alimenter l'État israélien financièrement, technologiquement et militairement, jusqu'à faire de ce petit peuple (9 millions d'habitants en 2020) une grande puissance régionale capable au cours de guerres successives contre des États Arabes beaucoup plus peuplés (1949, 56, 67, 73, 82, 2006) d'infliger défaites et annexions de territoires (Sinaï, Golan) aux pays voisins (Égypte, Syrie, Liban) et au Peuple Palestinien, spolié, contraint à l'émigration, soumis à l'apartheid colonial, et nié dans ses aspirations nationales. L'Etat d'Israël est le seul à intervenir régulièrement par les armes dans les pays voisins malgré de multiples résolutions-condamnations de l'ONU, grâce au soutien inébranlable des USA et leurs alliés, au terme d'un deal qui fait de l'Etat sioniste le fer de lance de l'Impérialisme occidental (et de ses intérêts pétroliers) au Moyen Orient. Contre l'Iran, la Syrie, et les mouvements anti-impérialistes, (Hezbollah, Hamas, etc.)

⁵ Cf Déclaration de Balfour en 1917 et sa volonté de création d'un « foyer national juif ».

La même protection US a été accordée depuis 1950 aux monarchies pétrolières et gazières du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats) sur la base du même deal : en vertu duquel, par exemple, les Saoudiens et leurs alliés peuvent impunément bombarder et affamer les Yéménites (grâce notamment à des armes françaises !), et financer du Moyen Orient à l’Afrique Sahélienne le terrorisme (djihadistes islamistes de Ben Laden puis Daesh par exemple) que l’Occident présente par ailleurs comme son ennemi principal (tout en les utilisant à l’occasion, en Afghanistan autrefois, en Syrie hier).

Le 28 mars 2022, a eu lieu une réunion régionale de l’alliance pro-impérialiste méditerranéenne, Maghreb et Machrek, dirigée contre l’Iran. Elle a rassemblé, sous l’égide des USA (le Secrétaire d’Etat Antony Blinken), le parrain venu des USA, les représentants de la monarchie marocaine et d’Israël, du potentat wahabite d’Arabie Saoudite, et des Émirats pétroliers du Golfe. Une belle image du « monde libre » selon le Président Biden et nos experts médiatiques...

Il est vrai aussi que le rôle essentiel des énergies pétrolières du Moyen-Orient, gaz et pétrole, est devenu beaucoup moins important pour l’Impérialisme occidental : les réserves moyen-orientales vont s’épuiser dans les prochaines décennies, et les USA sont redevenus de grands producteurs énergétiques grâce au « gaz de schiste » continental.

D’où découle la tendance depuis quelques années de la diplomatie US de privilégier la zone Pacifique et l’Europe orientale : le Moyen-Orient n’est plus le centre du monde pour l’Impérialisme US.

DES BOULEVERSEMENTS GÉOPOLITIQUES EN COURS ?

La structure impérialiste antérieure au Moyen-Orient serait-elle en train de s’effriter en 2022 ? On peut se poser la question, en fonction des réactions régionales à l’occasion de l’intervention russe en Ukraine. Contrairement à la version pro-ukrainienne et pro-OTAN des médias français, le vote à l’Assemblée générale de l’ONU sur les motions inspirées par les USA et leurs alliés, exclusifs soutiens de la thèse ukrainienne, loin d’être approuvée à l’unanimité, a vu s’abstenir la grande majorité des représentants de l’Asie, de l’Amérique du Sud, de l’Afrique et du Moyen-Orient. Compte tenu de l’énorme population de certains de ces abstentionnistes, Chine, Inde..., c’est plus des trois quarts des habitants du globe.

Mais ce qui frappe plus encore, c’est l’abstention délibérée d’alliés habituels des USA, l’Inde, bien sûr, mais aussi les monarchies arabes du Golfe, à commencer par l’Arabie Saoudite et les Emirats. Même s’il serait aventureux d’y voir une rupture totale (cela n’empêchera pas Riyad de poursuivre son invasion du Yémen, et ses menées contre l’Iran), le fait d’avoir mis comme priorité les engagements vis à vis de l’OPEP, dont fait partie la Russie, avant l’obéissance aux USA est un symptôme

d'évolution des rapports de force mondiaux entre impérialismes dominants et supplétifs...

Et la Turquie d'Erdogan, membre de l'OTAN, joue les équilibristes entre son allié nord-américain, l'Ukraine à qui il fournit des armes, et la Russie de Poutine auprès de laquelle il se pose en garant d'une négociation, sur le commerce des céréales, sur les réfugiés syriens qu'il veut renvoyer chez eux, sur les Kurdes qu'il veut soumettre, et même sur le partage des richesses pétrolières à exploiter en Mer Égée.....

L'équilibre géopolitique antérieur semble bien être en crise, sans qu'on puisse en deviner pour l'instant la configuration future. Les USA ont gagné les trois Guerres mondiales du XXème siècle, la première de 1914 à 1918, la seconde de 1939 à 1945, et la troisième, dite « froide », en 1990. Seraient-ils en train de perdre la paix du XXIème siècle ?

VII) LES AFRIQUES EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ET LES IMPÉRIALISMES

Les peuples africains sont au cours de l'Histoire ceux qui ont payé le plus lourd tribut à l'Impérialisme, sous ses formes successives.

LES RUDESSES DE L'HISTOIRE

Dès qu'au XVIème siècle les grandes explorations maritimes devinrent possibles pour les Royaumes européens (de Portugal, d'Espagne, puis de France et d'Angleterre) grâce aux progrès techniques (boussole, navires de haute-mer, armes à feu,...), ils établirent des colonies commerciales le long des rivages africains. D'abord destinés à échanger avec les indigènes des produits européens (textiles, objets métalliques) contre des produits locaux, ces comptoirs servirent rapidement à organiser le commerce des esclaves, exportés ensuite vers les plantations des colonies européennes d'Amérique. Des millions d'Africains furent ainsi en deux siècles déportés vers l'Amérique nouvellement conquise au profit des esclavagistes portugais (Brésil), Espagnols (Cuba...), Britanniques (Amérique du Nord), Français (Antilles).

A partir du XIXème siècle, cette économie esclavagiste transatlantique perdit de sa rentabilité, et fut minée par les révoltes d'esclaves : la colonie française de Saint Domingue devint ainsi indépendante sous le nom d'Haïti grâce à la Révolution des esclaves en 1804.

C'est dans ce contexte que les comptoirs européens en Afrique devinrent les bases de départ des conquêtes coloniales du continent africain: l'Empire français (

Afrique du Nord conquise entre 1830 et 1900, Afrique noire (après l'Algérie) du Sahara au Golfe de Guinée vers la fin du XIXème siècle), et l'Empire britannique (tout l'Est de l'Afrique, de l'Egypte à l'Afrique du Sud) étaient les plus vastes, malgré leurs concurrents portugais, allemands, belges, tous acharnés à dominer peuples et territoires colonisés, pour en tirer les ressources nécessaires aux industries européennes : coton d'Egypte vers l'Angleterre, arachides du Sénégal, coton du Soudan (actuel Mali) et vin d'Algérie vers la France. Cette exploitation coloniale exercée par les puissances européennes sur les peuples africains s'est maintenue au XXème siècle grâce à l'occupation militaire et au travail forcé.

De nombreux soulèvements populaires furent écrasés par les États coloniaux, et il fallut, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la défaite du Nazisme grâce notamment à l'URSS, et l'affaiblissement des États coloniaux européens ruinés par les combats de 1939 à 45, pour ouvrir la voie aux décolonisations entre 1950 et 1980. Grâce aux insurrections populaires africaines (Révolution nationale algérienne de 1954 à 1962...) et aux mobilisations des peuples africains, les États indépendants d'Afrique ont recouvert tout le continent (l'Empire français d'Afrique noire a été partagé ainsi en une dizaine d'États indépendants en 1960).

IMPÉRIALISMES ET INDÉPENDANCES

Mais cette première vague d'indépendances africaines n'a pas fait disparaître l'Impérialisme, qui a réussi à établir de nouvelles formes de domination économique, diplomatique, et militaire avec les nouveaux États, sortis de la période coloniale sans industries nationales suffisantes, endettés, et sans moyens de décider souverainement. Ce fut notamment le cas des anciennes colonies françaises d'Afrique noire, qui sont liées depuis 1960 par des accords imposés alors par l'État français, qui organisent la sujétion. En 60 ans, l'armée française est intervenue des dizaines de fois en Afrique noire, en général pour y maintenir au pouvoir les soutiens politiques de la France, comme le dictateur Idriss Deby au Tchad, le Président Ouattara en Côte d'Ivoire. La dernière intervention militaire française dans les États du Sahel africain (Mali, Burkina, Niger, Tchad) entamée en 2013 sous prétexte de combattre le péril « djihadiste » n'a abouti qu'à étendre l'insécurité. Des États fantoches ne peuvent la garantir, les bandes armées djihadistes et délinquantes prolifèrent en conséquence de la pauvreté et du chômage. En fait, la présence militaire Impérialiste, notamment celle de la France, en Afrique, n'a jamais eu d'autre finalité que d'y assurer l'exploitation économique des ressources locales, pétrole au Congo ou au Tchad, minerais d'uranium nécessaires aux centrales nucléaires de France, au Niger, etc.

La domination impérialiste de la France en Afrique s'est peu à peu érodée, dans un contexte mondial où les rapports de force ont beaucoup changé. D'abord, la France n'est plus maîtresse absolue dans son « pré-carré », elle n'y est plus guère que

la représentante qualifiée d'un impérialisme occidental mondialisé, dont les dirigeants sont États-Uniens, ou Allemands dans le cadre de l'Union Européenne ; elle doit donc leur faire une petite place au banquet des profits. À preuve, la « reconversion » partielle de l'oligarque français Bolloré, qui a construit l'essentiel de sa fortune sur les marchés juteux (Travaux publics et gestion portuaire) en Côte d'Ivoire. Constatant la disparition progressive des contrats de complaisance sans appels d'offre, Bolloré a vendu la plupart de ses actifs à Abidjan à des affairistes « Européens », préférant s'investir dans son Empire médiatique hexagonal (C News, Canal Plus...), modelant l'opinion et fabriquant des candidats présidentiels. Ces mutations internes à l'Impérialisme ne profiteront guère aux travailleurs ivoiriens, qui restent comme auparavant soumis aux affairistes étrangers...

Cette érosion se traduit plus généralement sur tout le continent. Une enquête du Sénat Français, signée des Sénateurs Lorgeous et Bocquel en 2013 l'a constaté : les parts de marchés africains des entreprises françaises sont passés de 16 pour cent en 2000 à 10 pour cent en 2010. Durant la même période, celle des entreprises chinoises sur le continent est montée de 4 pour cent à 16 pour cent. Et, depuis douze ans, ces écarts se sont encore élargis, ce qui amène un État français sur la défensive, à se battre en Afrique essentiellement pour y barrer la route aux concurrents de l'Occident, russes et chinois. Rien de nouveau : c'est déjà, comme nous l'avons vu, au nom de l'Occident impérialiste et de l'OTAN que Sarkozy décida de détruire l'État national de Libye.

Parallèlement, depuis soixante ans, les luttes populaires africaines pour la souveraineté économique, politique et militaire, n'ont pas manqué. Elles furent portées à l'époque des Indépendances par des Partis progressistes (Rassemblement Démocratique Africain, PIT sénégalais, USRDA malien) qui luttaient pour une indépendance réelle, un développement industriel et agricole national, permettant la construction d'un État solide et démocratique, la fin de l'émigration forcée, etc. Quelques dirigeants africains ont alors incarné ces objectifs à la tête de leur pays, (Modibo Keita au Mali, N'Krumah au Ghana, Sékou Touré en Guinée), ou, plus tard Thomas Sankara au Burkina (il l'a dirigé de 1981 à 87). Mais ces leaders n'ont pas atteint leurs objectifs, victimes de coups d'États militaires organisés par les agents occidentaux et leurs complices locaux corrompus, et des pressions économiques des financiers occidentaux. Banque Mondiale et Fonds Monétaire International exigèrent des « Plans d'Ajustement Structurel » qui imposaient, en contrepartie des prêts de financement, privatisations et restrictions des services publics, réduisant ainsi l'État national à l'impuissance. Dès la fin du XXème siècle, les partis progressistes africains se sont étioyés ou ont même parfois rallié le camp des corrompus pro-libéraux, comme cela se passait en même temps pour les partis communistes et progressistes en Europe.

DEUXIÈME VAGUE D'INDÉPENDANCES ?

Depuis quelques années, des manifestations populaires contre l'emprise occidentale se sont déroulées dans des pays africains aussi divers que le Sénégal, le Burkina, ou le Mali. Elles ont été assez fortes par exemple pour chasser en 2014 du pouvoir au Burkina, Blaise Compaoré, qui avait profité de l'assassinat de Sankara pour lui succéder. Ces mouvements de colère populaire contre l'emprise occidentale se sont amplifiés depuis, et ont abouti à la chute de dirigeants pro-impérialistes locaux (Alpha Condé en Guinée, Ibrahim Boubacar Keita au Mali, Kaboré au Burkina) et même au retrait programmé des soldats de l'expédition française Barkhane du territoire malien. Tous ces événements ont eu lieu avec le soutien des populations, et certains camarades veulent y voir les prémices d'une « deuxième vague des Indépendances », capable enfin de réaliser les objectifs des pères fondateurs : développement économique, politique et social autonome, permettant d'en finir avec la pauvreté, le chômage, l'émigration forcée, la corruption et la délinquance djihadiste.

Malheureusement, ces « émotions » populaires souffrent de l'absence d'objectifs politiques et sociaux précis, et d'organisations progressistes structurées. De ce fait, ils se sont conclus dans la plupart de ces pays par un pouvoir militaire, au profit d'officiers qui ne sont pas immunisés contre les tentations autoritaires et la corruption, et sont d'autant plus soumis aux pressions étrangères qu'ils ont généralement été formés par l'armée ou les Services secrets français ou occidentaux.

Il serait donc hasardeux de pronostiquer un effondrement rapide de l'emprise impérialiste en Afrique : elle est en crise, certes, mais toujours majoritaire :

1/ la présence militaire de l'Impérialisme occidental, notamment français, (ou par le biais de « conseillers israéliens ») est très prégnante encore, et d'autant plus agressive qu'elle est menacée. Sa présence économique est toujours forte, dans l'exploitation des richesses naturelles, uranium du Niger, pétrole du Congo, Tchad, Angola, minerais rares de RDC... et le rôle du FMI est prépondérant dans beaucoup d'économies africaines : le franc CFA est encore aujourd'hui indexé sur l'Euro ! Sa présence politique et diplomatique est toujours forte : beaucoup de dirigeants africains, libéraux comme Macky Sall à Dakar, ou ceux de la CDEAO, doivent leur pouvoir à l'Occident partagent ses vues et lui accordent des privilèges militaires : les bases et les forces armées françaises sont toujours au Sahel, même si les dirigeants du Mali ont dénoncé les accords avec Paris.

La concurrence militaire est vive avec la Russie, les mercenaires « Wagner » sont déjà présents en Centrafrique, et ont remplacé les soldats français en échec au Mali. Mais est-ce une réponse pertinente à la déliquescence des États nationaux ?

2/ Sur le plan économique, c'est la pénétration chinoise qui se déploie, partout sur le continent, de l'Éthiopie en Tanzanie, de RDC en Angola, avec d'autant plus de

vigueur que, contrairement aux Occidentaux, les Chinois ne mettent pas de conditions politiques à leurs investissements, et ne prétendent pas à une présence militaire.

3/ une question divise les analystes extérieurs et les acteurs africains : cette pénétration en Afrique des concurrents de l'Occident est-elle favorable aux peuples du continent, ou sera-t-elle une nouvelle mainmise, un autre impérialisme du XXIème siècle, comme on l'entend dire, y compris par certains Communistes ou anti-impérialistes ? On ne peut y répondre que par quelques remarques.

Les peuples africains ont un besoin évident de développer leurs richesses naturelles (minerais, énergies) et de construire grâce à elles une industrie créatrice d'emplois, et produisant des biens de consommation alors que colonisateurs et impérialistes se sont jusqu'à présent évertués à exporter les produits bruts vers les industries des métropoles. Ainsi, le Niger dont l'uranium permet les centrales nucléaires de France est incapable d'apporter l'électricité à tous ses habitants). Il est donc normal que les États africains, incapables d'assurer eux-mêmes le financement des infrastructures industrielles nécessaires, s'adressent aux investisseurs autres qu'occidentaux, Chine, Inde, etc., et leur donnent en échange la possibilité d'exploiter les matières premières dont ils ont besoin. Il est donc tout à fait justifié que la République Démocratique du Congo ou d'autres pays africains concèdent à la Chine l'exploitation de ressources minérales dont elle a besoin contre la construction nécessaire de routes, voies ferrées, et usines.

De même que l'État malien, qui a constaté l'incapacité de l'armée française à juguler l'insécurité djihadiste, est en droit absolu de négocier avec un autre partenaire militaire, fusse-t-il russe, malgré l'indignation offusquée de Paris.

Mais le slogan affiché par des manifestants de Ouagadougou à Bamako (« France en Afrique, dégage ! Bonjour, la Russie en Afrique. La Chine Poutine, au secours ! ») n'est pas une réponse adéquate, alors que les causes de l'insécurité djihadiste sont l'impéritie de l'État national, sa corruption, et le non-développement économique et social du pays.

Les investissements chinois peuvent être le meilleur ou le pire, selon la capacité africaine de négocier avec les partenaires asiatiques. Les négociateurs chinois, publics ou privés, ne sont pas des philanthropes. S'ils ont face à eux des responsables politiques africains plus attachés à leur soutirer de juteuses commissions qu'aux intérêts de leurs concitoyens, ils sauront en profiter. C'est ainsi que les usines textiles implantées par la Chine en Éthiopie sont destinées à inonder le marché mondial de produits à bas prix plutôt qu'à répondre aux besoins locaux. Et l'achat complaisant de terres cultivables malgaches, dont les communautés paysannes indigènes ont été spoliées, impose le souvenir de l'ère coloniale antérieure. Les luttes paysannes qui ont stoppé ce genre de contrats étaient parfaitement justifiées.

Le contenu, positif ou négatif, des investissements négociés, reposera sur la présence dans le pays concerné d'organisations populaires progressistes ou révolutionnaires, en tout cas conscientes des intérêts nationaux, au sein du peuple et du Pouvoir, local ou national, sachant qu'elles sont souvent à reconstruire aujourd'hui, comme en Europe.

Les années qui viennent diront ce qu'il en est à ce sujet, nous ne pourrons qu'être solidaires des luttes pensées et organisées par les Africains, dans un objectif commun anti-impérialiste. Sans jouer les donneurs de leçons, comme l'a trop souvent fait « la Gauche » européenne. Ses échecs et reniements passés ne lui donnent aucun droit de le faire.

La question d'une possible « deuxième vague d'indépendances africaines » est d'une importance vitale, compte tenu de la progression démographique africaine (le continent devrait atteindre les deux milliards d'hommes en 2050), ce qui déterminera les flux migratoires, les conflits meurtriers possibles du futur (entre riverains utilisateurs du Nil par exemple). D'autant que la croissance du Capitalisme indigène dans certains pays d'Afrique, qui attirent les migrants des pays voisins, les investissements étrangers en quête de bas salaires et de ressources minérales, (Afrique du Sud, Nigéria, pays de l'Est africain...) peuvent éventuellement donner naissance à des impérialismes mineurs très dangereux (le petit Rwanda n'a-t-il pas participé avec vigueur au pillage du Kivu en RDC ?)

VIII) LE « VIEUX CONTINENT » EUROPÉEN OCCIDENTAL : UNE PUISSANCE IMPÉRIALISTE ANCIENNE

En matière d'impérialisme, notre continent européen a un grand passé, dont il traîne encore la nostalgie coupable, et l'héritage raciste sulfureux. Les puissances d'Europe, à l'ère que les historiens disent « moderne » (dès la fin du XVème siècle), à commencer par celles de l'ouest atlantique (royaumes de Portugal, d'Espagne, d'Angleterre, de France...), connurent une véritable avancée scientifique, technologique, et financière, qui leur permit de se lancer dans les grands voyages océaniques, l'exploration et la conquête de territoires et comptoirs commerciaux en Afrique, la colonisation esclavagiste de l'Amérique: un processus décrit plus haut, qui bouleversa le monde et les peuples à partir de 1492. N'y revenons pas, il fut pour l'essentiel un processus impérialiste.

Dans la foulée, les Puissances d'Europe entamèrent le partage à leur profit des autres continents en Empires coloniaux, leur permettant de les « mettre en valeur » à leur service, en tirant profit de leurs peuples, et de leurs ressources naturelles :

déportation des esclaves africains vers les mines et les plantations d'Amérique du XVIème au XIXème siècles, conquête et partage de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et d'une partie de l'Asie en Empires coloniaux européens: Au XIXème siècle, les plus anciens étaient portugais et espagnol, les plus vastes britannique et français, sans oublier ceux moins grands des Pays Bas, Belgique, Allemagne et Russie, et cela jusqu'au conflit mondial de 1914-19, qui amena un repartage colonial entre grandes puissances impérialistes, au détriment du vaincu allemand, et au profit des vainqueurs, y compris du nouveau états-unien.

Cet équilibre colonial est plus encore remis en cause par la Deuxième Guerre Mondiale, dont l'issue (la défaite du Nazisme et ses alliés) a été déterminée par l'Union Soviétique et les Résistances armées des peuples insurgés: il ne s'agissait plus, comme en 1918, d'un nouveau rapport de forces entre Puissances impérialistes, mais d'un nouvel équilibre mondial au sein duquel les forces anti-impérialistes étaient plus influentes.

L'effondrement des Empires coloniaux européens a commencé dès la chute du nazisme, avec l'accès à l'indépendance des colonies britanniques, l'Inde et le Pakistan (1947), le Soudan (1955), le Kenya (1963) ..., souvent pacifiquement, mais toujours sous la pression de luttes populaires et nationales, à l'exemple de celles dirigées en Inde par Gandhi. Même chose pour l'Indonésie, qui se détache de l'orbite des Pays Bas en 1949. L'effondrement de l'Empire français fut un peu plus tardif, et ne fut imposé aux autorités coloniales que par des insurrections populaires armées, conclues par la défaite militaire de la France à l'issue de guerres meurtrières (guerre d'Indochine, conclue par la défaite française de Dien Bien Phu en 1954, Guerre d'Algérie de 1954 à l'indépendance de 1962). C'est dans ce contexte que le Président français De Gaulle eut l'intelligence politique d'octroyer l'indépendance aux colonies françaises d'Afrique subsaharienne, à l'image de ce qu'avaient fait les Britanniques. Pas du tout par anticolonialisme, mais pour mettre en place un nouveau système de sujétion impérialiste, plus efficace, qu'on dira néocolonial : dès 1960, les nouveaux États, petits et divisés, sont corsetés par des liens économiques, monétaires, diplomatiques et militaires, qui assurent à l'ancienne métropole de pouvoir exploiter les ressources agricoles, minières et énergétiques du pays, grâce à des dirigeants locaux corrompus et soumis, à des élections truquées et des interventions militaires répétées chaque fois qu'un mouvement populaire les menace.

Cette nouvelle forme de domination impérialiste a été mise en place après la défaite nazie par les Britanniques avant de l'être par la France Coloniale, mais ils ne l'avaient pas inventée : les Impérialistes États-uniens l'avaient déjà mise en place à la fin du XIXème siècle en s'installant à Cuba et aux Philippines à la place des colonisateurs espagnols ! Comme l'a écrit l'historien Nord-Américain Howard Zinn à

propos de ces conquêtes : « *les dirigeants américains ont compris qu'ils n'avaient pas besoin de coloniser ces pays à la façon des puissances européennes du moment qu'ils contrôlaient leur économie et que les armées US étaient prêtes à intervenir pour assurer aux Américains la faveur des gouvernements locaux* ». L'exemple le plus parfait de ce système néocolonial inspiré de l'Impérialisme US fut le « pré-carré » des pays africains du Sahel, qui connurent plus de 50 interventions militaires de l'armée française entre 1960 et aujourd'hui.

C'est d'ailleurs tout au long du XXème siècle que les USA ont pris le relais des colonisateurs européens en difficulté chaque fois qu'ils l'ont pu ; en Indochine en 1954 par exemple, en soutenant des dirigeants anticomunistes du Sud-Vietnam, mais aussi au Congo libéré de la tutelle belge, en y soutenant le dictateur Mobutu.

Cette vague décolonisatrice de 1947 à 1975 (les dernières indépendances furent à cette date celles des colonies portugaises, Angola et Mozambique) est évidemment le reflet du déclin des Capitalismes impérialistes d'Europe, face à celui des USA. Les puissances coloniales européennes France, Belgique, Italie, Pays Bas, Angleterre, Allemagne, ont toutes été sévèrement ravagées par les bombardements et souvent les combats sur leur territoire, que n'ont pas vécu les USA, dont la richesse financière et industrielle a au contraire beaucoup progressé de 1941 à 45.

Tant et si bien que la « reconstruction » européenne nécessaire se fera grâce à l'aide économique des USA (Plan Marshall), qui sera bien sûr conditionnée aux choix politiques pro-états-uniens des gouvernements d'Europe : d'où l'exclusion des ministres communistes en Italie, Belgique et France en 1947, et la création d'une Alliance Atlantique des pays capitalistes de l'Ouest Européen avec les USA, sur la base de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme. L'aide économique US sera ainsi importante pour reconstituer l'économie capitaliste française, mais plus encore celle de l'Allemagne de l'Ouest (RFA) anti soviétique, alors qu'elle sera refusée aux pays d'Europe de l'Est (Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est-RDA, ou Pologne, où les destructions étaient pires, mais qui avaient choisi l'alliance de l'URSS). A l'inverse, les Soviétiques y ont démonté des usines qui avaient échappé aux bombardements pour les remonter au-delà de l'Oural, au titre de réparations parfaitement justifiées par leurs millions de victimes.

Cette remise en selle du Capitalisme Ouest-européen se fit dans le cadre de la « Guerre Froide » ainsi nommée par le dirigeant britannique Churchill. Son visage militaire fut l'OTAN, et son visage économique l'Union Européenne, incluant l'Allemagne de l'Ouest capitaliste, reconstruite sous perfusion US, et redevenue peu à peu la première d'Europe Occidentale, celle qui tira le plus de profits du « grand marché libre et sans frontières » des capitaux et des mains d'œuvre au sein de l'UE. Car au sein même de cette alliance anti soviétique, les concurrences entre Impérialismes n'ont pas manqué : En 1960, les réticences de la France de De Gaulle,

qui observait avec dépit l'influence US grignoter la sienne en Afrique, en Asie, explique ses réserves vis à vis de l'OTAN.

D'autant que ce dirigeant français voit le Capitalisme allemand lui grignoter ses positions autrefois dominantes en Europe centrale grâce à l'Union Européenne.

Ces contradictions entre impérialismes n'ont pas empêché l'Union Européenne, reposant sur la suppression des barrières douanières et la libre circulation du capital investi, de jouer un rôle majeur dans la véritable mutation du Capitalisme à partir des années 1975 : C'est à partir de cette décennie que les Capitalistes ouest-européens, et notamment français, qui jusque-là contrôlaient essentiellement des industries sur leur territoire national ou dans les ex-colonies, ont organisé délibérément les délocalisations d'entreprises vers les pays à bas salaires (et forts taux de profit), Afrique, Asie ou Est-européen dans le cadre de l'UE. Cette désindustrialisation de pays comme la France avait aussi un objectif politique, détruire les grandes entreprises, et la classe ouvrière industrielle qui depuis le XIXème siècle était le vivier du mouvement révolutionnaire en Europe occidentale.

DISPARITION DE L'URSS EN 1990

Évidemment, l'effondrement et la disparition de l'URSS en 1990 ont aggravé cette mutation du Capitalisme européen, par la disparition pure et simple de l'ennemi soviétique, qui avait depuis 1945 incarné aux yeux de millions de prolétaires du continent l'espoir de progrès sociaux et politiques. Logiquement, cette dissolution au profit du capitalisme aurait dû entraîner celle de l'OTAN, alliance militaire contre l'URSS et ses alliés. Malgré diverses promesses faites à Gorbatchev à l'époque de la dissolution, ce ne fut pas le cas. L'OTAN continua de plus belle, se transformant en coalition militaire des États d'Europe sous la direction de l'Impérialisme US, avec un objectif affirmé peu à peu, empêcher le relèvement du concurrent russe, notamment en intégrant sur ces bases antirusse les gouvernements des nouveaux États redevvenus capitalistes d'Europe de l'Est, arrachés à l'orbite soviétique après 1990. Ce sera le cas de la Pologne et des 3 pays baltes (après l'ex RDA absorbée par l'Allemagne réunifiée), de la Tchéquie et la Slovaquie, la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie. Et cet édifice anti-communiste et souvent antirusse s'accroîtra des morceaux nouvellement indépendants de la Yougoslavie détruite par la guerre des nationalismes soutenue par les armées occidentales (1991-2001).

Cette alliance pro-occidentale a accéléré depuis le début du XXIème siècle sa montée en puissance, dans les pays frontaliers (pays Baltes, Pologne, Roumanie, Bulgarie) par des discours antirusse de plus en plus virulents, par l'afflux d'armements et soldats de l'OTAN dans ces pays, et des manœuvres militaires conjointes de plus en plus fréquentes. Les autorités russes ne peuvent que ressentir

cela comme une menace, d'autant que les services secrets occidentaux (relayés par les médias d'Occident) ont ouvertement soutenu, et même financé des subversions pro-occidentales, souvent armées, dans les pays devenus indépendants (et capitalistes) de l'ex-URSS , sous le vocable de « révolutions de couleur »: en Géorgie (2003), et en Ukraine (2004), où elle aboutira en 2014 à la prise du pouvoir d'État par les nationalistes antirusse (euro-maidan). Leurs décisions persécutrices contre les minorités russophones, et leur volonté d'adhésion à l'OTAN et à l'UE seront jugées encore plus provocatrices par les autorités de Moscou, comme les campagnes de dénigrement contre la Biélorussie, toujours proche du Kremlin. D'autant que les nationalistes d'autres pays de l'OTAN (Pologne et pays Baltes) se disent ouvertement prêts à un conflit armé avec la Russie, en espérant y entraîner l'Occident.

La dislocation sans gloire de l'Union Soviétique, qui avait durant des décennies incarné l'espoir révolutionnaire pour des millions de travailleurs d'Europe, y a entraîné aussi l'affaiblissement, la disparition ou la dissolution dans l'opportunisme droitier des mouvements communistes et des syndicats de classe, à commencer par le PCF et la CGT en France, mais aussi le PCI en Italie, etc.

En fait, tous les pays d'Europe, de l'Atlantique au Niémen, ont vécu de 1990 à nos jours une véritable contre-révolution idéologique libérale, qui n'a pas manqué de jouer en faveur de l'impérialisme US et occidental, de l'OTAN et de l'UE, qui sont leur visage économique et militaire.

Nous sommes encore en 2022 dans cette vague idéologique, dont le dernier témoignage est la négociation pour l'adhésion à l'OTAN de pays capitalistes jusque-là ancrés dans la neutralité, Suède et Finlande.

Dans ce contexte, la place spécifique de la France en Europe, fidèle soutien de l'OTAN et de l'Union Européenne, est à la fois problématique et révélatrice de l'évolution des rapports de forces géopolitiques :

Ancienne grande puissance coloniale, la France est devenue après 1960 et surtout à la fin du 20ème siècle la puissance occidentale la plus présente militairement en Afrique : les USA lui ont volontiers laissé ce rôle, parce qu'ils voulaient en retirer leurs soldats après leurs déboires à Mogadiscio (1993), compte-tenu de la compétence française en matière de guerre en Afrique. C'est encore vrai avec l'opération Barkhane au Sahel aujourd'hui, à laquelle ses alliés occidentaux ne contribuent guère, mais les échecs français au Mali et ailleurs peuvent faire évoluer cette « présence occidentale par délégation ».

La France, par ailleurs, est depuis De Gaulle une des puissances nucléaires occidentales. Une « Force de dissuasion » que ses promoteurs ont conçu au 20ème siècle comme une protection de l'indépendance nationale. L'évolution « européiste »

des gouvernants français depuis un demi-siècle a changé la donne : d'abord par le retour intégral à l'OTAN, et, plus récemment, par la volonté exprimée des dirigeants français de créer une « Défense européenne » qui ne pourrait guère être différente de l'OTAN, et pourrait mettre cette « Force de frappe nucléaire » sous commande des plus puissants au sein de l'Alliance, Allemagne et USA.

A l'aube d'un nouveau quinquennat Macron, la place de la France dans le dispositif occidental ne peut qu'être fait d'hypothèses, mais elle ne sera en tout cas que subalterne.

S'il en fallait une preuve, on l'a bien vu en 2022 quand les USA ont rompu en leur faveur sans ménagement la promesse d'achat de sous-marins français par l'Australie, pour ne laisser à l'industrie militaire française qu'un rôle de fournisseur secondaire des supplétifs de l'impérialisme occidental comme l'Arabie Saoudite.

LES GAUCHES ANTICAPITALISTES EUROPÉENNES EN DIFFICULTÉ

Depuis des années, le complexe médiatique libéral, privé et d'État, qui s'efforce de formater l'opinion française à sa guise, nous annonce avec un grand sourire satisfait « La Gauche » en France est en déclin, irrémédiablement, elle se meurt au profit du duel entre les Macroniens, Centristes de bon sens (« ni Gauche, ni Droite ! »), et de farouches "Populistes" qui menacent notre « Démocratie libérale ». Au premier abord, il semble bien en effet que l'héritage de Marx, de Jaurès, des Révolutions qui marquèrent la France et l'Europe, soit en déclin, sinon en voie de disparition.

Dans l'électorat français de 2022, l'ensemble des deux ou trois Gauches françaises ne rassemble guère aujourd'hui qu'un électeur sur 10, puisque le tiers des votants potentiels ne s'est pas exprimé dans les urnes ! En revanche, la candidate de l'extrême droite RN, réunissant démagogiquement les mécontentements sociaux et politiques des laissés pour compte, atteint 41 pour cent des suffrages exprimés français au second tour de l'élection présidentielle.

L'état des Gauches dans le reste du continent européen est, à première vue, tout aussi critique, au-delà des contextes historiques multiples.

A / En Europe méditerranéenne, l'**Italie** fut, après la défaite des Fascismes une exception parmi les pays d'économie capitaliste : durant des décennies, le Parti Communiste Italien, sorti auréolé de son rôle dans la Résistance, était présent et actif dans le moindre quartier et la moindre entreprise, adossé aux syndicats de la CISL. Une force majeure de près de 2 millions d'adhérents et un électeur sur trois, à tel point que la CIA, redoutant qu'il parvienne au pouvoir comme à Prague, œuvra fort pour l'en empêcher de diverses façons. Cette implantation populaire tenait certainement aux capacités du PCI d'incarner les volontés des ouvriers et intellectuels italiens, mais aussi à son aptitude à rassembler en son sein les « deux gauches », y

compris des éléments ouvertement réformistes, au détriment d'un maigre Parti Socialiste. Le PCI, institutionnalisé dans les responsabilités locales et régionales, laissa peu à peu proliférer en son sein une bureaucratie carriériste, dont l'électoratisme sans principes, fleurit sous la bannière du « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne au pouvoir d'État.

Cela n'empêcha pas l'érosion, et, sous la direction d'Occhetto, cette couche sociale dirigeante du PCI, abandonna en 1990 le sigle Communiste, pour finalement transformer le parti en une organisation électorale d'inspiration social-démocrate, le PDS, toujours plus proche du libéralisme bourgeois, dans le cadre de l'Union Européenne. Le bilan actuel est dramatique : une disparition quasi-totale des courants communistes, réduits à des groupes militants faibles et éphémères (Rifondazione, etc), pratiquement phagocytés dans l'électorat populaire par le « tous pourris » et la xénophobie d'extrême-droite (Lega), du Nord industriel au Sud rural. Et c'est l'ensemble de la Gauche qui a subi le même effacement : le banquier « libéral-européiste » Draghi gouverne aujourd'hui au nom de la Droite et de la Gauche rassemblées ! Et les prochaines échéances électorales font craindre une victoire de l'extrême-droite.

B / Autre scénario parallèle en Espagne, où le PCE clandestin était toujours en 1960 le cœur des résistances ouvrières contre le Franquisme. Mais après la mort du despote, ses dirigeants négocièrent la légalisation contre l'affadissement de ses options de classe et républicaines, et la perte d'influence s'ensuivit. Finalement, les Communistes d'Espagne, scindés en plusieurs partis, furent en partie remplacés électoralement par Podemos, un « mouvement » idéologiquement hétéroclite, animé surtout par des intellectuels charismatiques (Pablo Iglesias), et que sa structure disparate et inorganisé a amené à la déroute électorale et à l'explosion en 2021. En Espagne aussi, la perte des repères fondateurs explique un déclin, au profit d'une extrême-droite xénophobe renaissante (Vox), qui menace aussi un Parti Socialiste agrippé au pouvoir d'État, et prêt pour le conserver à toutes les concessions à la bourgeoisie possédante et « européenne ».

C / Au Portugal, l'ex-gouvernement socialiste, jusque-là majoritaire à l'Assemblée grâce au soutien du Bloc de Gauche (qui inclue des Verts et le PC portugais) a été désavoué par ces derniers lors du vote du budget, plus qu'austéritaire pour les salariés. Cette rupture a entraîné des élections législatives anticipées dont les résultats sont indéniablement une glissade vers la Droite : Le PS sort conforté du départ de ses alliés de Gauche, progresse à près de 42% des suffrages, ce qui lui permet d'obtenir pour la première fois la majorité des sièges à l'Assemblée, grâce à un mode de scrutin qui n'est proportionnel qu'en théorie. Un bonus qui récompense sa dérive libérale, alors que le Bloc de Gauche perd la moitié de son électorat, et tombe à 4,5%, et que le parti d'extrême-droite Chega, à l'inverse, monte à 7,5 : un

camouflet pour le PC portugais, qui paie ainsi ce qu'une partie de son électorat juge incohérent dans sa stratégie d'union des Gauches.

D / Autre cas de figure, la Grèce, où la Gauche coalisée sous la houlette de Syriza et son tribun Tsipras, élue en 2016, se couchait piteusement deux ans plus tard, devant les diktats bancaires libéraux de l'Union Européenne. Évidemment, lors des élections suivantes en 2019, Syriza tombait à 31%, et la Droite accédait au pouvoir d'État, grâce à ses presque 40% des suffrages. Le Parti Communiste de Grèce (KKE), très combattif, et fermement accroché aux principes fondateurs marxistes, a du mal à dépasser 5% des exprimés, et se voit talonné par le parti fasciste et xénophobe Aube Dorée, nourri de diatribes anti-migrants.

E / Les Gauches ne sont guère en meilleure position le long de la Manche, dans des nations qui furent au XXème siècle des fiefs de la Social-démocratie européenne. Au **Royaume Uni**, non seulement le Brexit (qui impliquait le rapprochement avec les USA au détriment des pays du continent) s'est fait au profit de la majorité conservatrice, mais les plus droitiers du Parti Travailleiste ont réussi à chasser de leur direction Jeremy **Corbyn**, et ses orientations anti-impérialistes, accusé pêle-mêle d'antisémitisme pour avoir dénoncé la colonisation israélienne (!), et de « gauchisme social » ! Ajoutons à ce constat que les Communistes britanniques, qui furent autrefois influents au sein du mouvement ouvrier, ne le sont plus guère aujourd'hui.

F / En Belgique, où le Parti Communiste, né en 1921, fut relativement influent et actif, notamment dans le bassin minier et industriel wallon. Surtout après la défaite nazie, et le prestige acquis dans la Résistance : le PCB, éphémère (et secondaire) membre du gouvernement de la Libération, qui avait réussi à faire élire quelques députés, a mené de rudes combats de classe, mais s'est affaibli à partir des années 1975, notamment dans les opportunistes baptisés « Eurocommunisme ». Affaiblissement progressif jusqu'à ne plus avoir d'élus, ni influence notable.

Il n'est aujourd'hui qu'un groupe limité en nombre, et de plus divisé en tendances opposées: les uns rêvent pour la Belgique du modèle Socialiste nord-coréen (!), d'autres croient comme le fit le PCF que l'Union Européenne est « *démocratisable* », alors que les plus avertis éditent le mensuel Drapeau Rouge pour 700 militants abonnés, tout en prônant l'alliance dans les luttes sociales avec le Parti Belge du Travail (PTB), contre les organisations libérales qui se partagent le pouvoir fédéral (PS, Verts, Droite catholique).

Curieusement, la fin du XXème siècle a vu émerger un Parti Belge du Travail, d'inspiration marxiste (et même maoïste à l'origine), qui peut se flatter de 26 000 adhérents en 2021 (au lieu de 400 en 2003, et d'une capacité militante réelle grâce à ses 400 sections, des banlieues bruxelloises à la Flandre anversoise et au Borinage wallon, ce qui lui a permis une première percée aux élections communales de 2012 : 8% à Anvers, 6% à Liège. Très présent dans les grèves ouvrières de 2014, le PTB

dépasse aux élections générales de la même année 250 000 voix, soit 10 fois plus qu'au début du XXIème siècle ! En 2021, Il a 169 élus locaux et 43 députés, sa percée en fait un acteur politique qui compte, qui fait presque jeu égal en Flandre avec l'extrême-droite xénophobe en croissance, Vlams Belang.

Dans cette Europe de l'ouest où l'idéologie libérale a totalement gagné la Social-Démocratie, où la xénophobie (nationalisme flamingant et racisme anti-immigrés) a contaminé une partie des classes populaires, comme en France, les succès du PTB font un peu figure d'exception continentale. Reste à savoir si les prochaines années verront ou non s'amplifier en son sein les tentations électoralistes, qui ont détruit les forces révolutionnaires dans le reste de l'Europe.

G/ En France, le PCF, qui dépassa le demi-million d'adhérents en 1947, n'annonce plus que 43 000 adhérents pour un pays de 67 millions d'habitants, soit 6 fois plus que la Belgique. Et aux récentes Présidentielles, le RN a obtenu plus de 40%, dont une part énorme de salariés, alors que la majorité d'entre eux s'abstiennent !

H / autre cas de figure, en Europe centrale, l'**Allemagne**, dont la fin du XXème siècle a été marquée par l'absorption de l'ex-RDA socialiste, et la présence hégémonique à Gauche d'une Social-Démocratie ralliée très tôt aux dogmes du Marché capitaliste.

À première vue, l'Allemagne semble démentir la thèse du « déclin des Gauches » européennes, puisque les Sociaux-Démocrates viennent de revenir au pouvoir, avec Verts et Libéraux, succédant à la Droite Chrétienne Démocrate d'Angela Merkel. À y regarder de plus près, ce passage de relais n'est en rien une rupture : la Droite modérée et "humaniste" incarnée par Merkel était attachée au Capitalisme libéral, aux gros besoins de main-d'œuvre de l'économie allemande et à l'Union Européenne dont elle est le leader. La Social-Démocratie, libérale et "européiste", fait de même. Elle s'est même ralliée à la meute anti- Russie en Ukraine, au détriment même de ses intérêts nationaux. Après tout, les Capitalistes allemands ont plus investi pacifiquement et grâce à l'UE de capitaux dans l'Est de l'Europe détachée de l'orbite soviétique, que par la guerre entre 1940 et 1944.

Il existe en Allemagne une autre Gauche, qui conserve des héritages marxistes. Le DKP de l'ancienne République Fédérale n'est qu'un groupe réduit. Le parti Die Linke, fort des restes de l'ancien parti PDS dirigeant de RDA, grossi de militants de la Gauche Socialiste des Landers de l'Ouest, s'était largement implanté, notamment autour de Berlin, jusqu'à avoir 69 députés au Bundestag. La dégringolade est évidente :12% des suffrages exprimés en 2009, 9,2 en 2017, et 4,9 en septembre 2021. Die Linke ne conserve un groupe parlementaire (39 députés) que grâce au système électoral, qui récompense ainsi le parti obtenant plus de 5% dans trois circonscriptions (sur 299 !). Ce résultat n'en est pas moins une débâcle, Dans les circonscriptions de l'ex RDA et les faubourgs de Berlin, Die Linke a perdu en 10 ans plus de la moitié de ses voix, ce qui semble bien refléter la rupture avec les plus malmenés socialement des Landers

de l'est (chômage, mal logement, etc) qui se déplacent sur l'abstention ou l'AFD xénophobe. Là aussi, donc, on constate la rupture des liens avec les sentiments des plus exploités, alors que Die Linke résiste mieux à l'érosion dans les couches sociales urbaines de l'ouest. Ne faut-il pas relier ce phénomène à la participation de Die Linke à l'exécutif « de Gauche » à Berlin ? Ces tentations d'opportunisme électoral ont été flagrantes quand en 2021 une majorité des députés de Die Linke ne s'est pas opposée à la participation avec les USA aux opérations d'Afghanistan, contrairement à l'attitude antérieure. Le parti est d'ailleurs profondément divisé à propos des migrants, vus comme une concurrence à bas salaire au service du patronat par une bonne partie de la classe ouvrière, et de la guerre en Ukraine

I / Les pays nordiques d'Europe ont durant des décennies été considérés comme l'espace privilégié des expériences social-démocrate, ils le sont encore pour l'essentiel, les Sociaux-démocrates, seuls ou en coalition, assurent encore le pouvoir au Danemark, en Suède, et viennent d'y revenir en Norvège après avoir supplanté la Droite conservatrice. Les partis de « Gauche radicale », qui n'osent guère revendiquer leurs héritages marxistes, plafonnent à des pourcentages toujours inférieurs à 10%, alors que l'extrême droite xénophobe grossit, pour atteindre 13% en Suède sous le nom de Démocrates (!). Une évolution qui ne laisse pas augurer de rupture prochaine avec le Capitalisme !

J / Malgré leurs différences, les états de **l'Est européen** qui furent une génération durant dans l'orbite de l'URSS, ont des caractéristiques politiques similaires, qui marquent 75 ans après, leur retour au capitalisme sous l'égide de l'Union Européenne et de l'OTAN, l'alliance antirusse parrainée par les États Unis. Cela souvent sous l'égide de partis ultra-conservateurs prêts à toutes les démagogues, en Pologne, Lituanie, etc. Ils ont éliminé par la répression les Communistes, en profitant du fréquent ralliement d'héritiers de « l'ex-élite » socialiste au Capitalisme « pro-Européiste ».

DANS CE CONTEXTE EUROPÉEN ET FRANÇAIS, QUE FAIRE ?

Que conclure de cette moisson de faits européens en évolution constante :

Les façades maritimes de l'Europe, méditerranéenne et atlantique, ont certainement été le centre géopolitique du monde du 16ème au début du 20ème siècle.

Elles n'ont pu réussir à s'insérer au 20ème dans celui dévolu à l'Occident atlantique que par leur allégeance au parrain états-unien. Cette réalité menacée par l'évolution du monde est encore au cœur du conflit en Ukraine en 2022.

Une réalité d'ordre idéologique se superpose à celle économique et politique précédente, et souvent la submergé :

L'érosion par l'histoire de la centralité de l'Europe littorale, cet accident historique éphémère, est loin d'être acceptée dans son ampleur croissante par les opinions du continent, ce qui y fait prospérer les crispations identitaires, et les nostalgies racistes et coloniales actuelles.

Elle ne pourra certainement s'en libérer qu'en effaçant sa mémoire impérialiste. Deux dangers majeurs sont en tout cas au cœur de nos combats militants :

1/ celui d'une extrême-droite génétiquement autoritaire, sécuritaire et xénophobe, qui progresse partout en Europe, au point parfois d'approcher du pouvoir (la coalition droite-extrême-droite a obtenu 45/des votes en Italie le 25 septembre !) d'autant plus menaçante qu'elle réussit à drainer vers elle une part parfois majoritaire des salariés, des millions d'hommes et de femmes qui ne sont en rien des exploités du travail d'autrui.

2/ la décrépitude à peu près générale des partis communistes européens depuis la décennie 1980. La dérive de leurs dirigeants dans le carriérisme a entraîné l'électoratisme qui s'est traduit progressivement par la soumission idéologique à une social-démocratie elle-même convertie à l'idéologie libérale. Cela s'ajoutant aux conséquences délétères de l'effondrement de l'URSS et des mouvements communistes qui en avaient souvent fait leur modèle, et à l'érosion de la classe ouvrière industrielle d'Europe occidentale par les délocalisations d'entreprises vers les contrées à bas salaires.

Cette dérive les a peu à peu rendus incapables d'incarner les intérêts des classes populaires exploitées, dont une bonne part se sont tournées vers l'abstention massive, et la démagogie xénophobe d'extrême-droite.

Les deux phénomènes sont liés, les dérives d'une part importante des travailleurs vers l'abstention politique ou l'extrême-droite, n'est que la conséquence de l'effacement des partis communistes fidèles à leurs principes et organisés, qui a lui-même entraîné l'effritement des mouvements populaires anticapitalistes et anti-impérialistes

Notre mission militante prioritaire est donc la reconstruction d'un Parti Communiste, à partir de l'émiettement actuel des petites organisations restées fidèles aux principes marxistes de lutte de classe. Étant entendu que ce travail de longue haleine ne peut en aucun cas se faire au profit de l'une d'elles, mais par un travail patient commun, tissé d'actions pour la paix, et les revendications du prolétariat, c'est à dire de tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, manuel ou intellectuel, dans leur diversité. Ce qui implique aussi de reconstruire un parti débarrassé de ses pathologies électoralistes et réformistes, de ses allégeances passées avec la social-démocratie sous ses diverses formes (après le PS, les Verts, FI ou la NUPES), mais armé aussi de son fonctionnement démocratique, réfléchi et organisé.

Cette démarche seule pourra permettre la reconquête idéologique de tous les travailleurs qui ont dérivé vers l'extrême-droite, patiemment, en évitant l'insulte et le ton « donneur de leçons » truffé de verbiage incompréhensible au commun des citoyens soumis au matraquage des médias, et par l'exemple des luttes.

Évidemment, cela nous oblige parallèlement à ne pas sous-estimer le danger d'extrême-droite, qui fut et reste, malgré ses camouflages, le pire ennemi du mouvement populaire et révolutionnaire : toute faiblesse à son égard ajoute à la confusion politique et au danger mortel qu'il représente. Ainsi, les quelques-uns dans nos rangs qui ont cautionné aux élections présidentielles le vote Le Pen, ou l'alliance avec des politiciens nationalistes sous le prétexte d'une volonté commune de sortie de l'UE par un « Frexit » sous l'égide du Capitalisme (comme le fut le Brexit britannique) se sont fourvoyés de façon inacceptable. Ils n'ont fait que freiner la lutte nécessaire pour une société socialiste, structurée par le service public.

IX) RENAISSANCE DE LA RUSSIE AU XXI^{ème} SIÈCLE ?

La Russie actuelle n'est certes pas l'Union Soviétique continuée, comme le prétendent une bonne partie des médias occidentaux, mais un pays nouveau, né dans la douleur du cataclysme de 1990, de l'effondrement de l'URSS : cette mégapuissance qui avait persisté durant 45 ans de « guerre froide » anticommuniste, de 1945 à 1990. Un accouchement douloureux pour plusieurs raisons :

1/ l'URSS, qui avait résisté depuis sa naissance en 1917 aux attaques des Impérialismes, y compris des assauts guerriers (interventionnistes étrangers durant la guerre civile, invasion germano-Nazie de 1941 à 45), n'est pas morte d'une victoire de ses ennemis extérieurs. Certes, elle connut bien des péripéties, mais s'effondra à l'issue d'une décrépitude interne, d'un pourrissement suicidaire des mécanismes du pouvoir soviétique. En effet, pour une partie importante des cadres dirigeants du Parti Communiste Soviétique, le carriérisme avait peu à peu remplacé les convictions marxistes, réduites à une façade et un discours que plus grand monde ne croyait, à la façon des prospères « *villages Potemkine* »⁶ dressés le long des trajets du Tsar en voyage autrefois. Ces responsables bureaucrates, conscients des privilèges sociaux que leur assurait le pouvoir d'Etat, aspiraient sans le dire à les transmettre à leurs héritiers. Ils ne verront aucun inconvénient au rétablissement progressif du Capitalisme et de l'héritage patrimonial, seront même pour certains d'entre eux prêts à s'insérer dans le nouvel Etat et la nouvelle économie capitaliste. C'est avec leur soutien qu'en décembre 1991, le Parti Communiste de l'Union Soviétique sera dissous par son Secrétaire général Gorbatchev. Et l'URSS multinationale héritée des Bolcheviks dissoute dans la foulée, sans aucune consultation des peuples de l'Union.

⁶ En 1787, en Crimée, de luxueuses façades en carton-pâte auraient été érigées à la demande du ministre russe Grigori Potemkine, afin de masquer la pauvreté des villages lors de la visite de l'impératrice Catherine II.

2/ Ce passage de l'URSS à la Russie en 1991 a été d'autant plus traumatisant pour les peuples qui l'ont vécu qu'il a bouclé 70 ans de Socialisme, qui avait eu l'ambition de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme en collectivisant les moyens de production, et même si ce rêve de « l'homme nouveau » s'était usé aux traumatismes du réel, et des répressions massives d'avant-guerre, il avait persisté grâce aux indéniables succès du régime, l'industrialisation, la victoire héroïque contre le Nazisme et les succès spatiaux d'après-guerre : Tout cela s'effondra sans gloire en quelques années, au profit d'un Capitalisme brutal, sans contrepoids, dans une crise idéologique et morale d'une société devenue brutalement orpheline des repères précédents.

Cette période étonnante fut incarnée par Eltsine, ses compagnons de beuveries et de captation personnelle des richesses publiques. D'anciens apparatchiks sont devenus alors milliardaires « oligarques », grâce aux privatisations de pans entiers de l'économie, et sous la houlette d'économistes et politiciens occidentaux. Car ce nouveau régime russe livrait le pays au pillage par une véritable « bourgeoisie compradore », analogue à celle, autochtone, des ex-colonies africaines, entièrement soumises par la corruption aux dirigeants de la métropole impérialiste.

Le résultat fut pour le peuple russe une catastrophe économique (.en 1999, le PIB de la Russie n'était plus que l'équivalent de celui de la Belgique !) et sociale : pour la première fois depuis la guerre civile, des retraités qui ne touchent plus rien d'un État défaillant mendient ou essaient de vendre leurs vêtements dans les rues de Moscou ! , même si parallèlement se constitue une bourgeoisie urbaine, friande de voyages à l'étranger et de produits importés. On estime qu'en quelques années, 4 à 5% des Russes se sont emparés d'une grande partie de la propriété publique !

3/ L'autre dimension de la disparition de l'URSS est l'humiliation de la Nation russe, qui avait grâce à l'URSS, dirigé durant 70 ans une grande puissance mondiale, et durant un demi-siècle une Internationale communiste imprégnée d'un véritable messianisme universel.

La Russie née en 1991 était réduite à ses frontières du 17ème siècle, entourée de 15 États indépendants anciennement soviétiques, du Caucase et d'Asie centrale en Baltique, et amputée de son ancienne zone d'influence en Europe orientale et centrale, retournée au capitalisme et à l'allégeance occidentale.

4/ Cette période a pris fin avec le XXème siècle, par l'accession au pouvoir PAR LES URNES, on l'occulte trop souvent en Occident, de Vladimir Poutine, qui, depuis lors, gouverne en jouissant d'une popularité et d'une assise électorale dont nos dirigeants d'Europe occidentale, notamment Macron, ne peuvent que rêver. Le personnage, décrié et diabolisé par les médias occidentaux, a fait ses classes au sein des services secrets de l'URSS en crise, et s'est construit dans sa Nation une image de décideur providentiel, artisan de la reconstruction d'un grand pays détruit par

Gorbatchev, puis Eltsine, coupables successivement du désastre humiliant à la fin du siècle dernier. Il est révélateur de rappeler à quel point, à la fin du XXème siècle, le chef de la « pérestroïka », héroïsé par les médias et les opinions d'Occident, était tenu pour un pleutre et un incapable par la majorité de ses concitoyens. Même inversion absurde aujourd'hui des images du Président Poutine : ce dirigeant aux bilans positifs depuis deux décennies, dont aucun Russe sérieux, y compris ses opposants les plus haineux (Navalny par exemple) ne nie l'intelligence politique, est quotidiennement traité par nos médias de fou et de paranoïaque.

Dès son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine a entamé la restauration de l'État, par négociation ou par la force, en imposant aux bénéficiaires des privatisations (oligarques) de convertir une partie de leurs profits en investissements en Russie et non plus seulement en yachts et résidences luxueuses sur la Riviera française et dépôts protégés dans les paradis fiscaux aux Bahamas. Profitant du prix élevé des hydrocarbures, il a favorisé la relance industrielle russe en attirant des investisseurs extérieurs (les Français Renault ou Auchan par exemple), mais en leur imposant de s'aligner sur les orientations de l'État russe. Renaissance aussi de L'Etat national et de son administration, par la répression contre la corruption individuelle, ce qui permettra d'assurer la régularité du paiement des salaires et retraites. Et il a fait de son pays en deux décennies un exportateur essentiel de matières premières, notamment de blé et de ressources énergétiques (pétrole et surtout gaz naturel), même si ce flux commercial est menacé d'interruption par le conflit ukrainien actuel, et les sanctions occidentales qui en sont le cœur.

Cette reconstruction de la société russe déstructurée par les amis d'Eltsine a valu au Président Poutine une forte popularité. Elle ne fait en rien de lui un partisan du retour au socialisme soviétique, comme on le dit trop souvent en Occident. Acquis idéologiquement aux dogmes de « la liberté d'entreprise », Poutine relève plutôt du « nationalisme grand-russe », tel que le dénonçait Lénine, Partisan, avec son parti Russie Unie de lois et de règles sociales autoritaires et conservatrices, avec l'assentiment de l'église orthodoxe, il a pour principale opposition dans le pays et à la Douma les Communistes russes, qui ont entraîné près d'un électeur sur 5 en 2021, un pourcentage inusité dans les autres pays d'Europe. L'opposition pro-occidentaux de Droite ou d'extrême-droite, souvent liée à une bourgeoisie urbaine rêvant de voyages et de consommation, est plus active dans les médias occidentaux que sur le terrain.

5/ De nombreux analystes, qui l'espèrent ou le redoutent, prédisent à la Russie sortie de son traumatisme 1990-2000 un retour à son statut de grande puissance mondiale. Il est vrai que les atouts ne lui manquent pas, à commencer par l'immensité de son territoire (11 fuseaux horaires d'Est en Ouest), donc des richesses minérales qu'il contient, qui sont à peine exploitées, et parfois encore mal connues (la Russie est premier producteur mondial pour le palladium avec 40% du total, et de diamant industriel avec 30% ; mais aussi la seconde au monde pour le vanadium avec

30% et le gaz naturel avec 17% du total. Et elle arrive au troisième rang pour l'or et le nickel avec 9% du total.

Depuis le XIX^{ème} siècle, de nombreux analystes n'ont cessé d'annoncer la « grande Russie » du futur, énorme masse continentale appelée à succéder dans le rapport de forces mondial aux « Puissances maritimes », Royaume Uni et États Unis d'Amérique. Le dernier en date fut certainement le théoricien états-unien de l'Impérialisme Zbigniew Brzezinski ⁷ qui prévoyait pour contrer cette montée future en puissance de l'ennemi russe, de faire entrer tous les états issus de l'explosion de l'URSS dans l'OTAN et l'UE. Un texte prémonitoire qui est certainement le livre de chevet du Président Biden et de ses seconds.

Mais cette immensité continentale est-elle pour la Russie une assurance de puissance future ? On ne peut l'affirmer, car cette immensité continentale ne manque pas de handicaps :

D'ordre géographique et historique d'abord : toutes les grandes puissances depuis quatre siècles ont pu le devenir grâce à un commerce maritime toujours moins onéreux. Le commerce terrestre est toujours plus cher comparativement au XXI^{ème} siècle, et la Russie n'a que très peu de littoraux praticables, un équipement routier insuffisant et un climat glacial sur son rivage le plus long.

D'ordre capitaliste ensuite : exportatrice de produits essentiellement non transformés, la Russie ne dispose pas des investissements privés ou publics nécessaires pour développer son infrastructure commerciale (routière, ferroviaire, et portuaire). Il ne lui restera comme solution que de les quémander d'autres puissances mondiales, par exemple la Chine qui a déjà investi dans des exploitations de houille et dans un train rapide en Sibérie. Les puissances occidentales, qui furent investisseurs en Russie il y a 10 ans, ont choisi depuis le conflit par procuration, commercial et militaire, avec pour objectif la destruction de la puissance russe renaissante, au détriment de l'exportation de capitaux qui l'avaient en partie aidée. Et cela à l'issue d'un processus d'encerclement militaire et économique, par le biais de l'OTAN et de l'UE, des rivages de la Baltique à ceux de la mer Noire.

X) UNE NOUVELLE « GUERRE FROIDE » ?

Car depuis le début février 2022, la guerre fait rage en Ukraine, et elle présage un rapport géopolitique nouveau, pour l'Est de l'Europe et la Russie, mais aussi pour le reste du monde.

La guerre est toujours un désastre quand elle devient la seule issue de tensions accumulées, d'ordre économique et politique, et les responsabilités de cette conclusion meurtrière sont à déterminer avec précision, et sans à-priori idéologique : Aucun des peuples concernés par le conflit n'est l'ennemi du peuple français, pas plus

⁷ Auteur du livre de géopolitique *Le Grand Echiquier* paru en 1997

celui d'Ukraine que ceux de Russie ou de Biélorussie. Et en ce sens, la haine antirusse qui dégouline de tous nos écrans de télévisions depuis le début des hostilités doit faire place à une analyse plus rationnelle.

Il faut raison garder, et convenir que l'encerclement militaire croissant (avec forces Européo-Nord-Américaines d'intervention conventionnelles et nucléaires) dirigé sans ambiguïté contre la Russie ne pouvait rester sans riposte éternellement. Elle était d'ailleurs annoncée par les autorités du Kremlin depuis la fin du XXème siècle, depuis que les dirigeants occidentaux, OTAN et USA, ont fait systématiquement l'inverse de leurs engagements auprès de Gorbatchev lors de l'effondrement de l'URSS. Ils avaient alors promis oralement d'établir en Europe où finissait la « Guerre froide anti soviétique » une ère de paix continentale à partir de la dissolution des blocs militaires. Dans cette optique, l'OTAN, perdant son ennemi originel, était appelée sinon à disparaître, tout au moins à ne pas s'élargir à de nouveaux membres.

Puis vint le vertige occidental de fin de siècle, qui amena les politiciens-idéologues libéraux à croire que le Capitalisme (le « Monde Libre ») étant victorieux partout, ses principaux dirigeants (de Washington à Londres et Paris) avaient tout loisir, dans le cadre de la « fin de l'histoire », d'établir leur domination mondiale, en « endiguant » leurs divers concurrents potentiels, Chine, Russie, Irak, Lybie ou Iran,

C'est ainsi que l'OTAN, au lieu de disparaître, s'est convertie en alliance anti-Russie, et a intégré sur cet objectif militaro-politico-économique les États de l'Est Européens, dont le Capitalisme rétabli se construisait sous perfusion financière des États occidentaux, USA, Royaume-Uni, Allemagne, France, etc. (pays baltes, Pologne, Tchéquie et Slovaquie, Roumanie, etc.) Ce processus d'encerclement de la Russie de la Baltique à la mer Noire, par l'adhésion à l'OTAN et à l'UE de presque tous les pays sortis de l'URSS ou du Pacte de Varsovie, est décrit avec force détails par les travaux de scientifiques comme le géographe Pascal Marchand, pour le Centre Lyonnais d'Études de Sécurité et de Défense⁸.

Autre composante de l'offensive antirusse occidentale depuis le début du siècle, les répétées tentatives de prise du pouvoir par les courants politiques de Droite nationaliste dans des pays qui ont émergé à l'indépendance lors de l'implosion de l'URSS. Sous le vocable médiatique de « *révolutions de couleur* », des subversions plus ou moins soutenues par la population, mais toujours soutenues par l'Occident, et souvent conclues en coups d'états, ont tenté de basculer le pouvoir politique au profit de nationalistes pro-occidentaux, en Géorgie, et surtout réussi à le faire en Ukraine, en 2014. (« révolution orange » dite de Maidan).

L'ABCÈS UKRAINIEN

⁸ Notamment dans son « Atlas géopolitique de la Russie, ed. Autrement 2019.

L'État ukrainien actuel, dont les limites sont héritées de la période soviétique, regroupe des régions profondément différenciées par leur histoire, et leur culture.

A l'ouest, autour de Lviv (Lvov en russe) une Ukraine très attachée au catholicisme, faite d'anciennes provinces de l'Empire austro-hongrois, est culturellement proches de ses voisins polonais ou slovaques. Cette région a été le berceau du Nationalisme ukrainien au début du XXème siècle, animé par Bandera, fortement marqué d'antisémitisme, et antirusse. Ces régions agricoles résistèrent longtemps à la Révolution Bolchevique, et n'y furent soumises qu'à l'issue de féroces combats, de famines, et de fortes répressions dans la décennie 1930. Tant et si bien que lors de l'agression des envahisseurs nazis en 1941, une partie non négligeable de la population applaudit l'invasion allemande, comme le montrent les Actualités filmées par la Wehrmacht et le nombre de SS ukrainiens.

L'est de l'Ukraine est essentiellement russophone, y compris les zones de Crimée et le Donetsk, région minière peuplée par de nombreuses familles venues de Russie lors de l'industrialisation des années 30, et rattachée arbitrairement à l'Ukraine soviétique par Khrouchtchev (celui-ci, qui y avait dirigé après 1945 la répression contre les collaborateurs des Nazis, voulait ainsi contrebalancer le poids des parties occidentales).

Cette décision administrative sans consultation était sans grandes conséquences au sein de l'URSS, dans laquelle primait la citoyenneté soviétique. Elle devint insupportable à une partie de la population de l'Ukraine devenue indépendante après 2014, car les nouveaux dirigeants nationalistes décidèrent d'imposer une langue officielle ukrainienne à tous les habitants, y compris ceux de l'est très majoritairement russophones, et culturellement marqués par la religion orthodoxe depuis des siècles. Ces discriminations, qui n'étaient pas que linguistiques, ont provoqué les insurrections séparatistes russophones, en Crimée et au Donbass, qui se sont traduites par la proclamation des Républiques indépendantes de Donetsk et de Lougansk, après celle de Crimée qui décida massivement de son rattachement à la « mère-Russie ».

Rappelons que le même phénomène « séparatiste » a déjà eu lieu dans d'autres États issus de l'URSS, et passés dans la mouvance occidentale, souvent par le biais du nationalisme antirusse ultra-conservateur. Certains de ces « jeunes États » ont hérité de l'ère soviétique des minorités russophones, qui sont volontiers discriminées (dans les pays baltes par exemple), et aspirent à rejoindre la « mère-Russie », où tout au moins à obtenir une certaine autonomie : ce fut le cas de la Transnistrie, qui se sépara de la Moldavie dès 1991, et de l'Ossétie du Sud qui quitta la Géorgie du pro-occidental Saakachvili en 2008, grâce à l'aide militaire russe.

Ce processus « irrédentiste » rappelle fort les péripéties du 19ème siècle finissant par des combats pour l'Unité Italienne et l'Unité Allemande, dans une volonté unitaire

rassemblant les morceaux épars d'une nation, des processus historiques que l'historiographie européenne a toujours considérés comme progressistes et justifiées.

Évidemment, les responsables nationalistes de l'Etat ukrainien, aiguillonnés par d'actifs groupes d'extrême-droite, influents jusque dans le pouvoir d'État, qui se pavanent de temps à autre dans les rues avec l'uniforme SS du grand-père, n'ont jamais reconnu ces « sécessions » russophones, et les bombardent régulièrement depuis huit ans.

1/ les populations de Crimée, et du Donbass refusent majoritairement l'autorité de l'État ukrainien dirigé par les Nationalistes, fort loin d'être démocratique. Une exigence parfaitement légitime, en fonction du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, comme, par exemple, le peuple algérien inclus contre sa volonté dans le territoire français fut en droit d'obtenir son indépendance en 1962. Cette revendication justifiée, que les dirigeants russes disent porter, ne pourra en tout cas être absente d'un règlement de paix négocié.

2/ la réalité plurielle de l'Ukraine actuelle a été reconnue de fait par les puissances occidentales et la Russie dans les accords de Minsk de février 2015. Ils prévoyaient la cessation des bombardements par l'armée ukrainienne des habitants du Donbass. Mais ils n'ont jamais été appliqués. Les sponsors occidentaux de Kiev ont laissé faire, et ont même envisagé il y a peu l'accès de l'Etat ukrainien à l'OTAN. Ce qui explique largement la colère des autorités de Moscou et de la population russe.

3/ Ces complexités ukrainiennes sont d'autant plus à rappeler que l'opinion de notre pays est tenue depuis des années dans l'ignorance de tous ces faits, imprégnée par nos médias, ressassant à longueur d'antenne et de colonnes une haine souvent irrationnelle de l'ennemi russe,

La manipulation de l'opinion française par nos médias, privés et d'État, a atteint en ce printemps guerrier 2022 une apogée d'hystérie belliciste, que la France n'a connu qu'en de rares périodes de son histoire, en été 1914 peut-être, quand le « bourrage de crânes » fut tel que bien des citoyens applaudirent l'assassinat de Jaurès, coupable de vouloir la paix. Sauf, que le pouvoir de désinformation et manipulation des médias actuels est incroyablement plus efficace qu'en 1914

Ne laissons pas l'opinion française, nourrie quotidiennement de diatribes antirusses, ignorer le déséquilibre essentiel des forces en présence : en 2019, les dépenses militaires annuelles des USA dépassaient largement 700 millions de dollars. Celles de la Russie n'atteignaient pas 70 millions.....

On peut, si l'on est de bonne foi, comprendre la colère des populations civiles du Donbass, bombardées depuis 7 ans par les nationalistes ukrainiens, malgré les

accords de Minsk internationalement garantis, et la volonté de l'État et des citoyens de Russie de les protéger.

Et comme l'ont noté de nombreux observateurs dans le monde, les USA et l'OTAN ont stoppé les premières tentatives de négociation envisagées en mars par Kiev, et se sont directement impliqués dans l'affrontement, en apportant aux nationalistes ukrainiens un soutien massif : 45 milliards de dollars d'aide économique, « humanitaire » et militaire, dont 15 seulement d'armement US.⁹

MAIS CELA JUSTIFIAIT-IL LE DÉCLENCHEMENT D'UNE GUERRE, DITE « OPÉRATION SPÉCIALE » CONTRE L'ENSEMBLE DE L'UKRAINE ?

1/ Après sept mois de combats pas toujours victorieux, certains citoyens de Russie s'interrogent, qui ne sont pas tous des opposants pro-occidentaux, surtout à l'annonce contrainte de la mobilisation de 300 000 réservistes.

Cette guerre eut dès le départ pour objectif affirmé par la Russie la destruction du potentiel militaire ukrainien et la mise hors d'état de nuire de ses responsables nationalistes. Elle a eu et aura des conséquences multiples et imprévues, non seulement sur place, mais en Europe et dans le monde.

Certains y voient la négation de l'indépendance de l'Ukraine, du Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même, ce droit que la Russie revendique à juste titre pour lui-même et ses ressortissants « séparatistes » de Crimée et du Donetsk. D'autres dénoncent le caractère irréfléchi du déclenchement, dans la croyance illusoire que les populations ukrainiennes étaient prêtes à accueillir les soldats russes en libérateurs.

2/ Redisons le, la Russie n'est pas l'URSS, mais une puissance capitaliste, et, comme telle, susceptible d'actes impérialistes, économiques en quête de marchés, et politiques en quête de zones d'influence. Elle est certes concurrente de l'impérialisme occidental, incarné par les USA et l'OTAN. C'est même pour cela qu'elle a joué un rôle positif en défendant l'indépendance de l'Etat national syrien, menacé de destruction par les subversions djihadistes sponsorisées par l'Occident. Mais cela ne l'empêcha pas d'avoir eu en cette affaire quelques visées économiques et stratégiques, des motivations autres que de solidarité avec les peuples du Moyen-Orient.

On dit parfois que l'impérialisme se définissant par l'exportation de capitaux dans les zones conquises, la Bourgeoisie au pouvoir en Russie ne peut relever de ce concept, car elle n'en dispose pas (pour l'instant ?). L'interventionnisme russe en Ukraine relève pourtant aussi de VOLONTÉS impérialistes, même s'il manque à ses promoteurs, politiciens ou possédants, les moyens de les réaliser en bilans financiers, ou tout au moins de volontés de domination, si on veut respecter les pudeurs

⁹ Cf rapport de l'OTAN, cité par le Canard Enchaîné du 21/9/22. A ces sommes il convient désormais d'ajouter les 1,5 milliards mensuels de l'UE et les 100 millions, mensuels eux aussi votes par le parlement français.

sémantiques de certains. L'analyse géopolitique rationnelle ne se réduit pas à un jugement moral, opposant le camp des gentils à celui des méchants, Remarquons d'ailleurs que ce débat sur la nature même de l'offensive russe en Ukraine divise y compris les militants communistes confirmés : le KKE de Grèce a ainsi adopté une position fort critique, reprochant aux Communistes de la Fédération de Russie leur approbation de « l'Opération spéciale » décidée par les dirigeants de Moscou...Ce clivage dangereux entre Partis Communistes persiste, même s'il n'a pas empêché la rencontre bénéfique de 78 d'entre eux à Cuba le 29 octobre 2022. Mais cela s'est traduit par un communiqué final très frileux dans son appréciation de la guerre en Ukraine, très en deçà de ce qui est nécessaire face aux dangers actuels de troisième guerre mondiale.

3/ Au-delà de ce constat, cette intervention militaire est un saut dans l'inconnu, justifiant des représailles occidentales en cascade, parsemées de provocations diverses, qui peuvent déboucher sur l'apocalypse nucléaire. Ces représailles-sanctions visaient une expulsion de fait de la Russie des circuits économiques capitalistes mondialisés, avec l'objectif avoué par les bellicistes comme le Ministre français Lemaire : « *Détruire l'économie russe* » ! Ce qui ne fait que reprendre les annonces du président Biden.

4/ La fourniture par l'Union Européenne et les USA de matériels militaires aux combattants ukrainiens (voire de soldats et « conseillers »), mène tout droit à l'aggravation du conflit armé, jusqu'à l'incontrôlable, grâce à des provocations diverses.

Le 9 avril, un groupe de 18 gendarmes français est parti de Pontoise, avec pour mission « d'enquêter sur les « crimes de guerre » imputés aux Russes en Ukraine » en liaison avec le procureur de Kiev. Les gendarmes étant des militaires, qui peut prétendre qu'il ne s'agit pas d'une ingérence dans un conflit où la France est supposée ne pas être impliquée ?

Comment justifier en droit international la fourniture par la France des canons César aux Ukrainiens, chantés par nos médias comme « les meilleurs du monde », capables en tout cas de toucher des objectifs lointains, en territoire russe ?

5/ La disproportion des forces en nombre de soldats semblait évidemment en faveur de l'armée russe. Sauf, que la guerre contemporaine ne se fait pas avec les foules de fantassins d'autrefois, mais avec de petits effectifs de combattants motivés et bien entraînés (c'est le cas des miliciens d'extrême-droite Azov qui ont résisté deux mois aux assauts russes à Marioupol) et du matériel sophistiqué, blindés, avions, fusées téléguidées, drones de repérage et tueurs, etc. Ces équipements sont depuis le début du conflit fournis par les USA et les pays de l'OTAN aux Groupes nationalistes ukrainiens comme Azov, qui ont joué les snipers dans les immeubles du Donbass au milieu de civils leur servant de protection. De ce fait, les USA et l'OTAN sont en

Ukraine belligérants directement impliqués, même si la Russie fait encore semblant de croire le contraire. Jusques à quand ? Avant ou après la riposte nucléaire ?

6/Quelques jours après les premières frappes destructrices du potentiel militaire du pouvoir de Kiev, la Russie a été confrontée à un dilemme. Beaucoup de responsables russes étaient persuadés à tort (par des services secrets peu performants ?) que les populations ukrainiennes étaient prêtes à se joindre aux soldats venus de Moscou contre les dirigeants nationalistes et d'extrême-droite. La réalité s'est révélée toute autre : même si près de 6 millions d'Ukrainiens se sont empressés de fuir le pays attaqué, contrairement aux directives de l'État de Kiev. Mais une évidente mobilisation s'est organisée à l'appel du Président Zelenski : les citoyens prêts à tenter de stopper les camions et blindés russes, parfois avec des mitraillettes, ne sont pas seulement des militants néo-nazis ou d'extrême-droite. La prise de villes comme Kiev ou Kharkov n'était de ce fait possible qu'au prix de milliers de morts civils, que Poutine a affirmé ne pas vouloir. D'ores et déjà, les officiels russes reconnaissent plusieurs centaines de morts dans leurs rangs, un bilan multiplié par 10 dans les annonces ukrainiennes. Qui, par ailleurs, parlent de milliers de civils tués. Des chiffres, donc, très peu fiables de part et d'autre, mais une seule certitude : même imprécis, ce bilan risque d'être effrayant, et d'entraîner des réactions populaires de refus en Russie autant qu'en Ukraine, malgré les répressions et les censures en cours.

7/ Pour la Russie et son image, ces mois de guerre ont entraîné déjà un discrédit politique majeur dans l'opinion européenne. Comme l'a dit sur France 24 un universitaire spécialiste de géopolitique européenne : « *En une semaine, Poutine a réussi à faire progresser l'idée de Défense Commune Européenne plus que les 50 ans précédents* ». C'est un succès politique majeur pour l'OTAN, et l'Union Européenne, supposée n'avoir que des objectifs économiques et politiques, lui a emboîté le pas par les discours bellicistes de sa responsable **Van Der Leyen**. L'Allemagne, notamment, a annoncé une conversion totale de son programme militaire. Le Chancelier social-démocrate a fait approuver par le Bundestag la croissance des dépenses militaires jusqu'à 2% du PIB, applaudi par presque tous les députés : c'est la fin du choix allemand consensuel de refus d'une armée offensive, né du traumatisme de la défaite de 1945.

Et le même emballement antirusse s'observe dans les opinions publiques chauffées à blanc de toute l'Europe et l'Amérique du Nord. Une des conséquences les plus significatives est la demande d'adhésion à l'OTAN de la Finlande et la Suède, pays attachés à la neutralité depuis 1945.

La pire peut être des conséquences néfastes de cette guerre est d'avoir fait surgir des divergences graves entre partis communistes, le KKE grec et quelques autres y lisant un conflit entre Impérialismes rivaux. Notre mission de Communistes n'est-il pas de lutter pour la paix et contre l'Impérialisme qu'incarnent l'OTAN et les USA, tout en ne négligeant pas les arguments des uns et des autres ?

8/ Dans l'évolution belliciste des opinions européennes, on ne peut manquer de noter le rôle des médias, et leur capacité inédite dans l'histoire de manipuler les esprits en faveur d'un belligérant. Le contrôle de ces médias est devenu une dimension essentielle de la géopolitique.

8/ Certes, contrairement aux dires de nos télévisions, les représentants à l'ONU de la majorité des habitants du globe, ont refusé de s'aligner sur les positions pro-ukrainiennes de l'OTAN : la Chine, l'Inde, qui dépassent chacune le milliard d'hommes, la quasi-totalité des pays africains, d'Asie et du Moyen-Orient se sont abstenus, ne laissant voter pour les thèses de Biden et Zelenski (« la Communauté Internationale » selon nos communicants) que les alliés européens des USA et leur fidèle Israélien. Mais elles sont largement partagées par l'opinion française, ce qui nous confère une évidente responsabilité militante...

L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL S'EST IL TIRÉ UNE BALLE DANS LE PIED ?

Depuis quelques années maintenant, les USA et l'OTAN ont multiplié les sanctions économiques contre la Russie, les couronnant en 2022 d'une volonté d'exclusion du système commercial mondialisé. Des décisions pas faciles à mettre en œuvre, les investisseurs occidentaux à Moscou (Renault, Mulliez, etc.) n'étant pas enthousiasmés de devoir perdre des sources de profit.

Mais la vulgate « européiste » exprimée par le ministre de Macron, Lemaire donne le ton : l'objectif est de détruire l'économie russe, et donc l'État russe, ce qui sous-entend quelles qu'en soient les conséquences directes ou collatérales.

Elles ne sont pas minces pour des pays d'Europe occidentale comme la France, pénuries annoncées de gaz, de papier, de céréales et autres oléagineux, ou tout au moins flambée des prix, notamment dans le domaine énergétique. Avec en complément, une sujétion plus grande aux importations au profit des multinationales états-uniennes, y compris en gaz liquéfié en Floride, né de procédés d'extraction (fracturation) interdits en France pour leurs conséquences destructrices de l'environnement... Et ce « *quoi qu'il en coûte* » risque d'être encore plus lourd pour l'Allemagne, beaucoup plus dépendante du gaz naturel russe, et d'autres États d'Europe, qui prévoient tous un hiver 2022-23 difficile à gérer.

Mais ces conséquences collatérales ponctuelles ne sont peut-être pas les plus lourdes à moyen et long terme.

Le boycott des liens commerciaux avec la Russie n'a pas pour l'instant généré de pénuries graves à Moscou, l'Etat russe a même profité de la flambée des prix des ressources énergétiques. À l'inverse des volontés affichées par Biden, il a surtout pour l'instant pérennisé la cohésion politique majoritaire en Russie. Et surtout, cela ne fait que renforcer le choix de Moscou de renforcer les liens avec les partenaires non

occidentaux, la Chine et ses projets d'investissement des « routes de la soie », l'Inde, l'Iran, etc.

Les conséquences de l'exclusion de la Russie des échanges mondialisés qui se font en dollars jusqu'à aujourd'hui, peuvent se révéler encore plus lourdes, selon certains économistes et politistes. C'est le règne séculaire du dollar lui-même qui risque de faire place à l'emploi international d'autres monnaies, comme le Yuan chinois, ou bien d'autres. Certains s'aventurent même à espérer pour le monde qui vient une transformation qui serait inouïe : la fin du règne unipolaire du dollar, ou de l'Euro, et la naissance progressive d'un univers financier multipolaire. A condition que la guerre ne dégénère pas en cataclysme nucléaire....

En tout cas, cette guerre, qui se dévoile économique autant que militaire, est aussi vue par certains stratèges d'Occident comme le premier pas d'une « lutte finale » avec la Chine.

Changera t'elle l'équilibre géopolitique mondial et en quel sens ? Il est encore trop tôt pour le dire, on ne peut pour l'instant que s'en tenir à l'angoisse immédiate, au désir d'éviter le pire. Car tout est possible encore, y compris l'apocalypse nucléaire, conclusion plausible si les fous furieux bellicistes, à Washington, Varsovie, Bruxelles, Kiev, Paris, et ailleurs, persistent à jeter de l'huile sur le feu au lieu de laisser place à la raison : Sait-on que certains milieux proches du pouvoir polonais rêvent de rétablir en Ukraine occidentale une zone d'influence, succédané de la « grande Pologne » du passé? Que des représentants qualifiés de l'Union Européenne sont allés début mai promettre aux dirigeants moldaves une aide militaire contre une éventuelle attaque venue de Transnistrie, comme d'autres sont allés le faire en Pays Baltes ?

Nous ne sommes à l'abri d'aucune provocation : la destruction par un missile (ukrainien) d'un tracteur et ses deux occupants en Pologne en novembre 2022, qui n'avait pour objectif que d'élargir la guerre n'a pas abouti pour l'instant. Mais il en y aura d'autres....

BRISER L'ENGRENAGE GUERRIER ?

Que l'on soit ou non persuadé du bien-fondé de « l'opération spéciale » russe en Ukraine importe finalement assez peu au vu des enjeux actuels et futurs. Le bon sens impose de stopper la guerre, et cela ne peut se faire que par la négociation entre les belligérants sur le terrain, et Puissances engagées (USA, OTAN, Russie) sous l'égide de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Et il ne pourra y avoir d'accord durable assurant la coexistence pacifique des nations de cette région de l'Europe et du Monde, qu'en respectant le droit de chacun

des peuples concernés à décider de son avenir, sans ingérences extérieures, pas plus de la Russie que de l'OTAN.

Car tous les peuples de cette zone ont le droit de vivre en sécurité, sans menaces ni bombardements, à commencer par ceux de Crimée et du Donbass, mais aussi de Russie et d'Ukraine. Et pour cela, les alliances militaires agressives comme l'OTAN ne sont certes pas la solution, mais une partie du problème.

Il est plus que temps de reconstruire en France un vaste mouvement anti-impérialiste : ce doit être le but majeur des Communistes.

XI) LA REVANCHE CONTEMPORAINE DE L'ASIE

L'Asie, énorme masse continentale, parsemée de chaînes de montagne, drainé de grands fleuves, est bordée au sud et à l'est par des littoraux océaniques très découpés, et des climats facilitant la navigation contrairement aux rivages sibériens, et dispose de ce fait d'atouts géographiques indéniables.

Certes, il n'a pas été le lieu de naissance de l'humanité, que la science actuelle pense toujours être l'Afrique, mais ses immensités sont devenues dès la Préhistoire glaciaire le vivier des peuplements humains, fournissant aux autres continents des vagues de migrants, guerriers ou pacifiques, les Amérindiens venus d'Asie inondant progressivement les Amériques, les vagues de guerriers envahisseurs jusqu'aux rivages atlantiques de la péninsule européenne, Celtes, Germains et Slaves avant l'ère chrétienne, Mongols, Huns et Tatars au cœur du Moyen Âge. Mais ces invasions au départ prédatrices ont aussi répandu peu à peu vers l'ouest les inventions humaines, l'agriculture sédentaire, les chiffres et les croyances : durant toute l'Antiquité et le Haut Moyen Âge, toutes les progrès européens viennent d'Asie, portés par des langues cousines (indo-européennes) ou des religions conquérantes (des cultures chrétiennes à celles islamiques, toutes parties d'Asie occidentale).

Le Vénitien Marco Polo témoigne encore en 1300 d'un Empire chinois qui peut se prétendre central, et donner des leçons de civilisation à une Europe de l'Ouest minuscule et méconnue des lettrés mandarins.

Puis, nous l'avons déjà souligné, vint le basculement de la fin du XVème siècle, d'abord idéologique. Alors que dépérissaient ou stagnaient les « Empires du Milieu » Chinois et l'espace Arabo-musulman, les petits États monarchiques de la péninsule atlantique, combinant et enrichissant les progrès antiques retrouvés et les sciences venues d'Asie, ont progressé brutalement en capacités maritimes, et sont passés en quelques décennies du cabotage à l'exploration, puis à la conquête coloniale et aux Impérialismes européens. Qui se traduisirent par un partage du monde en Empires coloniaux du XVIème au XXème siècle, incluant y compris les lointains univers

insulaire du Pacifique et du littoral asiatique : Australie, Nouvelle Zélande, archipels pacifiques, furent ainsi conquis, souvent même peuplés comme les Amériques, après avoir subi à son exemple l'extermination coloniale des peuples autochtones.

Tous les peuples du littoral asiatique ont été eux aussi englobés dans les Empires européens jusqu'aux Indépendances après 1945 : les Indes britanniques, l'Indonésie néerlandaise, l'Indochine française, furent durant deux siècles soumises à l'exploitation de la lointaine Europe, et leurs peuples, trop nombreux pour être exterminés tels de vulgaires Maoris, devinrent les moyens d'en tirer des profits.

Une seule exception, de taille, l'Empire insulaire du Japon, qui a réussi au XIX^{ème} siècle, à « l'ère Meiji » (à partir de 1868), à transformer par le haut le pouvoir étatique au détriment des féodaux, et devenir une puissance industrielle et militaire avant 1900 : Il a ainsi réussi à échapper au sort colonial de ses voisins du littoral pacifique...et à être lui-même colonisateur.

L'immense Chine donna lieu à bien des convoitises, et n'évita le joug colonial direct que grâce à la concurrence entre les prédateurs occidentaux. Car les appétits étaient grands dès le 19^{ème} siècle, pour cette masse humaine de centaines de millions d'hommes, dont les historiens estiment que le PIB vers 1800 équivalait au tiers du PIB mondial, mais aux mains d'un État impérial défaillant, entouré d'élites bureaucratiques ignorant les masses paysannes.

A deux reprises (1839-42 et 1860), l'armée britannique a imposé par la guerre aux Empereurs le commerce de l'opium que l'Inde colonisée produisait ! Et cela avec l'aide de troupes françaises, russes, états-uniennes ! L'humiliation Chinoise est à son comble en 1860 quand les soudards français et britanniques, par ailleurs concurrents, s'accordent pour piller en commun le Palais d'été impérial ! À partir de 1843, Hong Kong était devenue colonie britannique, et vingt ans plus tard, un quartier entier de Shang Hai sera transformé jusqu'au XX^{ème} siècle en « concessions internationales » (celle de France a duré jusqu'en 1949 !).

Cette sujétion humiliante aux Puissances occidentales d'une Chine qui comptait déjà, selon les estimations des démographes, plus de 200 millions d'habitants en 1800, va durer jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle : la Révolution qui en 1911 installe la République à la place d'un Empire discrédité, remplace la bureaucratie mandarine par les conflits entre généraux, qui cherchent volontiers le soutien de telle ou telle puissance étrangère pour établir leur pouvoir. Mais l'exploitation de la majorité rurale et du prolétariat urbain est toujours intense. Et le Japon impérial, la seule nation asiatique qui avait réussi à ne pas être colonisée et à devenir au début du XX^{ème} siècle une puissance industrielle, ce qui lui a permis d'infliger une sévère défaite militaire à la Russie en 1905, a même conquis en 1932, après la Corée, le nord de la Chine sous le nom de Mandchoukouo !

RENAISSANCE DE LA CHINE GRÂCE À LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

En coopération avec le Collectif Poley, supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz
75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

Durant la période troublée qui va de 1919 à 1949, ce sont surtout les Communistes Chinois dirigés par Mao Ze Dong, qui vont, au cours d'épisodes successifs (Commune de Canton 1927, Longue Marche 1934-35.) organiser les luttes populaires urbaines et rurales, sociales et nationales. Elles ont abouti en 1949 à une Révolution d'inspiration marxiste, mais avant tout paysanne et patriotique, qui chasse du continent toutes les forces occidentales. Cette victoire de la Révolution Maoïste est à replacer dans le contexte mondial : La défaite des Nazis, et de leurs alliés japonais en Asie, le nouveau rapport de forces qui en résulte, et qui permet la vague d'indépendances (Inde, Sri Lanka, Pakistan, Indonésie, puis Indochine) et l'effondrement des Empires coloniaux, britannique, néerlandais, puis français après 1945.

Dès cette décennie, ce sont les USA qui s'imposent à la place des colonialistes européens, et organisent le long des côtes asiatiques, « l'endiguement » (*containment*) du péril communiste, contre l'URSS et son allié communiste chinois, grâce à une alliance militaire, l'OTASE, réunissant sous l'égide des USA le Japon réhabilité, les Philippines, Taïwan, le Pakistan, etc. malgré l'opposition neutraliste de dirigeants comme l'Indien Nehru et l'Indonésien Soekarno (qui furent les promoteurs avec l'Égyptien Nasser du Tiers-mondisme neutraliste, né de la Conférence de Bandung en 1955).

C'est dans cette stratégie d'endiguement du communisme, nouvelle vulgate de l'Impérialisme occidental, que les Communistes indonésiens sont massacrés par centaines de milliers en 1965 par les successeurs pro-occidentaux de Soekarno, que les USA mènent la guerre de Corée (1950-53) et celle du Vietnam (1963-75). A l'inverse, c'est l'aide de techniciens venus d'URSS qui permet au nouveau pouvoir communiste chinois de transformer le pays en entamant l'industrialisation.

Car, contrairement à une version fort répandue en France, la renaissance de la Chine, sa forte croissance économique, à l'issue d'une séculaire léthargie, n'a pas démarré après la mort de Mao (1976), grâce à l'ouverture au marché mondial capitaliste (adhésion à l'OMC en 2001).

En fait, si l'on s'en tient aux estimations des organismes internationaux, la croissance du PIB chinois fut déjà forte de 6,3% par an entre 1952 et 78, ce qui est fort élevé (3% par an aux USA). Ce qui ne peut s'expliquer que par une évidente volonté politique de développement industriel du nouveau régime, malgré des crises ponctuelles d'ordre politique affectant la croissance : rupture dramatique de l'aide soviétique en 1961-62, et soubresauts anarchiques de la « *Révolution culturelle* » en 1967-68.

Mais il est vrai que le nouveau cours décidé sous la direction de Deng Xiao Ping par le 11ème congrès du PCC de 1978 décidant l'ouverture au marché capitaliste mondial a coïncidé avec l'envol exponentiel de la croissance chinoise, frôlant les plus

10 pour cent du PIB par an dès la décennie 80. Le résultat est de faire en une génération de la Chine la deuxième puissance économique mondiale, après les USA, qui pourraient, selon les prévisions actuelles, être dépassés au milieu du 21ème siècle. Et cette grande puissance mondiale, concurrente essentielle des USA sur l'échiquier géopolitique, se réclame toujours du Socialisme marxiste, tout en affichant sa volonté de laisser un secteur privé important contribuer au développement national, mais sous le contrôle stratégique de l'État (notamment par le biais de ses banques) et du Parti Communiste chinois: un contrôle strict comme l'ont montré les mesures de rétorsion prises contre Jack Ma, le dirigeant de l'entreprise informatique chinoise Alibaba).

L'impérialisme états-unien et occidental en général démontre s'il le fallait cette pérennité du Socialisme marxiste dans la puissance chinoise puisqu'ils pratiquent à son égard la même procédure « d'endiguement du communisme » que contre l'URSS il y a 40 ans, par un jeu d'alliances militaires et de bases, du Japon et de Corée du Sud, aux rivages de l'Océan indien.

Cet encerclement menaçant justifie amplement les efforts en matière militaire de la Chine, qui reste toutefois très modeste vis à vis du budget des USA en la matière (et ne dispose pas de bases autour du territoire états-unien !). Les dirigeants de la petite Corée du Nord sont même persuadés qu'ils n'ont jusqu'à présent évité l'invasion impérialiste que par une capacité minimale de riposte nucléaire.

En fait, depuis le tsunami géopolitique qui a englouti en 1990 l'Union Soviétique et ses alliés européens, les seuls pays dont les dirigeants se réclament du Socialisme marxiste sont en Asie, à l'exception de l'isolat cubain caraïbe : l'immense Chine, le Vietnam, le Laos, la Corée du Nord. Ils sont, parce qu'États socialistes se réclamant du marxisme, fusse-t-il « sinisé », les ennemis désignés de l'impérialisme occidental à direction états-unienne, même si les formes politiques et économiques prises par ces États sont d'une grande diversité, qui leur interdit le rôle de modèle qu'avait l'URSS du siècle dernier

Remarquons toutefois que ce nouveau « camp socialiste » du XXIème siècle a un point commun, inscrit dans ses gènes par l'histoire : la Révolution socialiste dans chacune de ces nations a été d'abord une guerre de libération nationale, contre Impérialistes occidentaux et Japonais en Chine, contre les envahisseurs français, puis japonais et États-uniens au Vietnam, contre Japonais puis Occidentaux en Corée. Et le constat est similaire pour Cuba dans l'autre hémisphère...En contraste total avec les pays d'Europe de l'Est du défunt Pacte de Varsovie, dont le Socialisme était fragile car né de la défaite en 1945....

Cette croissance économique de la Chine a profondément transformé les conditions de vie du peuple : **le salaire moyen** des travailleurs urbains a été **multiplié par 13** entre 1998 et 2020¹⁰. Même s'il reste encore bien du chemin à parcourir en

¹⁰ Le Monde 16 septembre 2022

matière d'inégalités sociales, notamment entre les zones rurales et les métropoles où grandissent les « classes moyennes », qui déversent leurs flots de touristes en Occident ou en Asie du Sud-Est. Au demeurant, ne renversons pas la perspective en grossissant les acquis sociaux : selon les mesures de la Banque Mondiale, ou de l'OIT, le revenu moyen par habitant en 2019 est estimé à 10 390 dollars en Chine, alors qu'il est de 65 904 aux USA, et 42 288 en France¹¹. La Chine, au 34^{ème} rang mondial selon ce classement, est donc encore sur ce plan un leader des pays en croissance, sans avoir pour l'instant rejoint le peloton des puissances historiquement développées.

DIVERSITÉS ASIATIQUES ET SOLIDARITÉS CONTRE L'IMPÉRIALISME

Ne réduisons pas toutefois l'Asie (4 milliards 700 millions en 2022) à la grande Chine et ses « petits » alliés. La « triade socialiste asiatique » est entourée par une majorité d'États qui, depuis leur indépendance après l'effondrement des Empires coloniaux européens, ont conservé, sous des formes politiques diverses, une économie d'inspiration capitaliste. Le plus peuplé d'entre eux, l'Inde et son 1,4 milliard d'habitants, combine pluralisme électoral et tentations xénophobes, nationalisme antichinois et liens commerciaux avec le Satan russe, même si elle a souvent affirmé sa proximité avec les USA. Une proximité aussi avec les USA, de la part des Philippines, de la Corée du Sud, du Japon, ou de Taïwan, des nations anglo-saxonnes du Pacifique, Australie et Nouvelle Zélande, sans oublier l'Indonésie, le Pakistan, la Thaïlande, le Sri Lanka, etc. tous ces États à l'histoire heurtée, naviguant de la dictature au pluralisme électoral, et du parapluie États-unien aux contrats chinois.

Avec un point commun, l'instabilité politique, et même géopolitique, assortie de contradictions et de complexités : les accords de financement consentis par le géant chinois n'y sont pas toujours synonymes de progrès social et politique. Ce qui implique pour les militants de notre pays un impératif et plusieurs erreurs à éviter :

Nous devons toujours affirmer notre solidarité avec tous les pays d'Asie défendant leur droit à l'indépendance nationale, économique, politique, culturelle et à fortiori militaire.

À commencer par les pays socialistes d'Asie et leurs Partis communistes, ce qui n'implique pas l'alignement sur le plus puissant d'entre eux, le PCC et ses 90 millions d'adhérents, ni l'approbation béate du modèle économique ou politique qu'ils ont choisi (des formes fort diverses, incluant l'ouverture contrôlée au Capitalisme en Chine et au Vietnam, et un pouvoir souvent patrimonial en Corée).

Notre solidarité est nécessaire avec tous les États nationaux menacés par l'Impérialisme, ses sanctions, ses subversions organisées, voire ses invasions. Cela

¹¹ On pourra observer que cette mesure ne tient pas compte des avantages liés au salaire (logement, transport, santé...) et donc rend imparfaitement compte du revenu réel des habitants NDLR

n'implique pas d'approuver les mesures réactionnaires ou répressives des régimes indien, iranien ou afghan. Mais l'avenir de ces peuples doit ne relever que d'eux-mêmes, en aucun cas des volontés de Washington, de l'OTAN ou de l'UE.

À l'inverse, s'il est nécessaire d'affirmer haut et fort le droit de tout État d'Asie (comme d'Afrique) de négocier des investissements chinois (mines, ports, etc.), qui sont souvent pour eux le seul moyen de se développer, la présence de capitaux chinois ne permettant en aucun cas de les classer positivement. Ces investissements peuvent très bien être dévoyés par un Pouvoir autoritaire pour aggraver l'exploitation des salariés ou des minorités.

LA CHINE EST DEVENUE L'ATELIER DU MONDE APRÈS 1980

La renaissance contemporaine de la Chine comme grande puissance mondiale, ce basculement géopolitique au profit de l'Asie sortant de ses humiliations, résulte d'un faisceau de causes.

D'abord, comme dit plus haut, la fin des empires coloniaux et les Révolutions chinoise et vietnamienne, toutes deux inspirées de convictions marxistes, mais aussi d'un patriotisme intransigeant désireux de redonner à la Chine une place correspondant à sa population : actuellement un milliard 400 millions d'humains, et au Vietnam et la Corée de choisir leur destin en toute indépendance.

Dans le commerce mondial organisé par les règles de libre-échange qui sont celles de l'OMC, la Chine est le plus vaste marché du monde. Le moindre contrat signé avec elle a été à partir de 2003 un véritable pactole pour les petits entrepreneurs occidentaux (et les grands !) en recherche de clients.

Mais la plus importante des causes de la croissance chinoise fut une conséquence imprévue de la mutation du Capitalisme occidental à partir de 1980. C'est en effet durant ces décennies finissant le XXème siècle, que ce Capitalisme, jusque-là essentiellement national et colonial, s'est mondialisé et financiarisé dans le cadre de sociétés privées transnationales, dont les actionnaires sont de multiples nationalités, et les investissements industriels aussi. L'exemple de la France est particulièrement significatif : les capitalistes français, autrefois attachés à cette forme spécifique de nationalisme étatique que fut le Gaullisme, ont dès les années 1980, systématiquement démantelé les entreprises de l'hexagone (métallurgie, mines, textile, etc.) et les ont délocalisées par milliers vers des pays à bas salaires, et à fort taux de profit, notamment en Asie. C'est ainsi que la Chine, réservoir énorme de populations rurales, formant une main d'œuvre peu coûteuse, est devenue en quelques décennies « l'atelier du monde », dans les zones urbaines littorales, exportant dans le monde entier des produits industriels de consommation de masse (des tee-shirts à l'électronique). Selon des estimations officielles, reprises par tous les économistes, les capitaux investis « américains, britanniques et de la zone euro »,

dans des sociétés chinoises, si l'on tient compte de ceux camouflés dans divers paradis fiscaux comme les îles Caïman, dépasseraient 1000 milliards de dollars.¹²

Si on en croit les chiffres de la Banque Mondiale, repris par la revue Jeune Afrique¹³, «*la Chine est le premier créancier du monde en prêts, aides au développement et autres flux officiels entre 2000 et 2017, avec un total de 843 milliards de dollars, dont 207,4 en Afrique* ». Alors que, selon les mêmes sources, le total n'est que 624,7 pour les USA, 388 pour le Japon, 323,3 pour l'Allemagne et 156,9 pour la France. Ces créances chinoises, selon les mêmes sources, représenteraient pour certains pays plus de 50% du PIB 2017 (Angola, Congo).

Les déclarations enthousiastes des dirigeants chinois en faveur de la libre circulation des capitaux et des marchandises, que l'on avait cru jusque-là la marque idéologique des ultra-libéraux, n'a dès lors rien d'étonnant. Au récent Forum de Boao en avril 2021, équivalent chinois de celui des décideurs occidentaux à Davos, Xi Jinping proclamait que «*l'érection de murs ou le « découplage » vont à l'encontre des lois économiques et des principes du marché.* » Les USA sont ainsi, paradoxe suprême, voués aux gémonies car protectionnistes, quand la Chine marxiste s'ouvre au monde !

Cette industrialisation accélérée, contrôlée globalement par l'Etat, notamment grâce à ses banques d'État, elles-mêmes soumises aux directives du Parti Communiste, a accumulé en Chine capitaux et technologies, et permis d'accroître formidablement la croissance industrielle et le niveau de vie d'une partie des populations urbaines, accédant peu à peu au statut de « classes moyennes consommatrices ».

DE L'ATELIER DU MONDE AUX ROUTES DE LA SOIE

Cette croissance exponentielle de l'économie industrielle et financière de la Chine depuis le début du XXIème siècle, ajoutée à son poids démographique (20% de la population mondiale) l'autorise à une ambition géopolitique nouvelle, concrétisée sous le vocable de « routes de la soie », référence au rôle moteur joué par « l'Empire du Milieu » d'il y a huit siècles, envoyant jusqu'en Occident ou en Afrique ses produits commerciaux et ses inventions.

Cela dans le cadre d'un commerce mondial où les accords de libre-échange profitent avant tout au partenaire le plus fort : en novembre 2020, la Chine a ainsi bouclé le plus important accord de libre-échange (RCEP) avec 14 pays d'Asie et du Pacifique, parmi les plus peuplés du globe (dont l'Inde et son milliard,4 d'habitants).

Mais c'est plus encore par des investissements le long de ces « routes de la soie », vers l'Europe, par la Russie ou l'Asie centrale, par le Moyen-Orient et l'Afrique

¹² Monde Diplo, nov.2021.

¹³ 3106- novembre 2021

vers l'Amérique du Sud, que s'étend l'influence chinoise, par le biais d'accords de partenariat avec les États locaux. Rien qu'en Asie, entre 2013 et 2019, un millier de projets ont ainsi été programmés, voire réalisés, qui peuvent être la construction d'infrastructures portuaires au Sri Lanka, ferroviaires et routières en Éthiopie et Djibouti, minières au Pakistan, et industrielles plus loin. Cette stratégie contractuelle a surtout marqué des points en Afrique, parce qu'elle offre aux Africains une alternative de développement industriel que les anciennes puissances coloniales n'ont pas réalisée, parce qu'elles cherchaient surtout à contrôler les choix politiques locaux, et à en tirer des profits financiers pour les actionnaires de leurs entreprises. Les négociateurs chinois, privés et publics, ont d'abord pour objectif dans les négociations d'obtenir les ressources locales qui manquent à l'économie chinoise, matières premières, sources d'énergie et agricoles (la Chine qui rassemble 20 pour cent de la population mondiale ne dispose que de 7% des terres arables et a besoin des charbons et pétroles russes et africains pour maintenir sa rapide croissance industrielle). Les pays africains sont d'autant plus attirés par les contacts avec la Chine, que, contrairement à ceux occidentaux, ils ne sont pas assortis de conditions politiques ou militaires (la Chine n'entretient pas de soldats à l'extérieur de ses frontières, et n'est co-locataire que dans la base de Djibouti, contre la piraterie maritime).

Cette progression géopolitique de la Chine est difficile à quantifier, car elle est mouvante, mais elle est évidente sur le continent africain, malgré les mesures défensives prises par l'Impérialisme occidental, avec l'assentiment de la France, en difficulté au Sahel. Elle a déjà profondément transformé des pays comme l'Éthiopie, le RDC, ou le Kenya, en leur apportant une assise industrielle jusqu'alors inconnue. Et les investissements chinois concernent aussi des pays fort différents par leurs orientations politiques, le Nigéria, l'Algérie, et peut être bientôt la République Centrafricaine.

Cette tendance expansionniste s'est encore confirmée durant l'épidémie de Covid. Les Investissements à l'Étranger (IDE) de la Chine ont grimpé à 133 milliards de dollars en 2020, alors que ceux du reste du monde se sont effondrés à 1000 milliards de dollars¹⁴.

UN NOUVEL IMPÉRIALISME ?

Ces faits amènent une question qui divise les observateurs, jusque dans les rangs communistes parfois :

Les uns n'hésitent pas à dénoncer un Impérialisme chinois qui ne vaudrait pas mieux que son prédécesseur occidental, en se référant même à Lénine, qui définissait déjà l'Impérialisme en 1917 par l'exportation de capitaux vers les pays dominés, pour

¹⁴ estimations CNUCED

en tirer profit. Certes, la définition léniniste est restée vraie jusqu'à nos jours, et l'est encore en bien des cas. Mais ne transformons pas une définition qui doit reposer sur des faits, en un anathème moral au gré de nos choix politiques.

La majorité des peuples de la terre sont encore soumis à ces fléaux du passé : le déficit de développement économique, et notamment d'industries de consommation, qui les maintient dans la précarité sociale, la pauvreté, voire les famines épisodiques, l'émigration forcée (y compris de prolétaires asiatiques vers les Emirats du Golfe Arabe), l'insécurité, et la domination étrangère (pillage des ressources, ingérences politiques et militaires). Tous ces pays ne disposent pas des capitaux indigènes nécessaires au développement économique nécessaire. Ils sont tout à fait en droit de faire jouer la concurrence entre investisseurs potentiels, et, sur ce plan, les offres chinoises sont alléchantes à l'encontre de celles venues d'Occident, et elles ne cessent de marquer des points.

Il serait mensonger d'affirmer tout investissement chinois à l'étranger bénéfique pour le peuple concerné, on ne peut en juger qu'au cas par cas, sans rejeter d'emblée les critiques qui s'élèvent localement, et peuvent être parfaitement justifiées. Ainsi, quand les autorités malgaches ont cru bon de céder à des entreprises chinoises des terres qui étaient jusque-là propriétés collectives de communautés villageoises comme aux pires temps coloniaux, ces dernières ont eu parfaitement raison de s'insurger et de les stopper. Quand Djibouti hérite d'un chemin de fer tout neuf qui va lui servir de voie d'accès vers l'Afrique intérieure, on ne peut que s'en féliciter pour les peuples concernés, mais on peut aussi comprendre les réserves émises en Éthiopie devant la prolifération d'entreprises textiles chinoises destinées à peu près exclusivement à inonder les marchés extérieurs, grâce aux bas salaires pratiqués. Car les négociateurs chinois, publics ou privés, sont redoutables, et n'hésiteront pas à ignorer les besoins et aspirations locales au profit de leurs seuls intérêts, s'ils ont face à eux des dirigeants corrompus ou peu motivés par les volontés de leurs concitoyens.

Quand les pouvoirs politiques d'État sont déficients, et corruptibles, et les organisations patriotiques d'autrefois délabrées, les négociations peuvent ne pas aboutir à un échange « gagnant-gagnant », matières premières locales contre aménagement industriel productif. Mais cela n'est qu'exceptionnel, de l'avis même des intéressés et la solution passe par la reconstruction des organisations populaires locales.

CHINE / USA ET OCCIDENT : GUERRE ÉCONOMIQUE OU GUERRE TOUT COURT ?

Le nouvel équilibre mondial est en tout cas clairement dessiné, de Washington à Bruxelles ou Tokyo, personne ne peut s'y tromper :

L'épicentre géopolitique du monde au XXIème siècle est passé dans le Pacifique, comme l'affirment ouvertement les dirigeants états-uniens, y compris lors du récent périple de Biden au Japon, pour y réaffirmer la primauté de l'alliance antichinoise qui rassemble ses alliés asiatiques et Pacifiques, Japon, Corée du Sud, Philippines, Indonésie, Australie, etc. en annonçant clairement que toute tentative « *d'annexion Chinoise de Taïwan* ¹⁵ » serait pour Washington un casus-belli. Ce qui fait de cette région une poudrière, d'autant que la situation politique est instable et imprévisible dans de nombreux États de la zone comme le Sri Lanka ou le Pakistan, alors que d'autres, pourtant fort droitiers comme l'Inde, cherchent à ménager leur partenaire russe.

La pression de l'impérialisme états-unien sur les rivages de l'Asie est de plus en plus forte, y compris sur le plan militaire, notamment par l'entremise de nationalismes anticommunistes (Taïwan, Corée, Japon). Et les USA essaient de renforcer leur alliance anti Chinoise en y incluant davantage les nations « anglo-saxonnes » du Sud-Pacifique, Australie et Nouvelle Zélande. La France est bien présente dans le Pacifique grâce à son héritage colonial, par les archipels de Polynésie et Nouvelle-Calédonie, qui représentent un domaine maritime important, et de potentielles ressources minérales sous-marines d'avenir. Mais cette présence lointaine est tenue pour marginale par les USA, comme l'a montrée la rupture brutale de l'engagement pris par eux d'acheter des sous-marins auprès de la France, et cela au profit de l'Australie.

Les avancées chinoises sont évidentes, sur le plan commercial, capitalistique, et diplomatique, en Asie, en Afrique et Moyen-Orient, voire jusqu'en Europe ou Amérique latine. Et elles sont perçues par tout l'Impérialisme occidental, USA, alliés de l'OTAN et d'ailleurs, supplétifs israéliens ou monarchies arabes, comme l'ennemi premier du mode de vie occidental, définie par eux comme « démocratie libérale », incluant « la liberté d'entreprendre » et le pluralisme électoral.

Deux systèmes économiques, monétaires et sociaux, antagonistes et concurrents, notamment sur leurs frontières asiatiques. Depuis le milieu du 20ème siècle, la prééminence mondiale des USA est organisée par l'usage obligé de sa monnaie, le dollar, ce qui lui donne une valeur bien supérieure à celle de sa puissance économique réelle... Les pays désireux d'une véritable indépendance cherchent aujourd'hui à reconvertir leurs avoirs en dollars en une autre monnaie de change : le dirigeant français Charles De Gaulle voulait le faire autrefois au profit de l'or, la Chine a profité de sa croissance pour y parvenir en partie au profit du yuan. Ces dernières années, la confrontation économique et monétaire entre les USA et la Chine dans ce Pacifique devenu le centre névralgique du monde s'est conclue par une avancée chinoise au détriment de l'Empire états-unien. Un déclin progressif qui a été ponctué de défaites militaires et diplomatiques : l'incapacité à détruire l'État national syrien

¹⁵ Pourtant province chinoise depuis 1945)

comme l'avaient été ceux d'Irak et de Libye, et surtout le piteux retrait d'Afghanistan en 2021.

Il semble bien, si l'on en croit certains services secrets occidentaux, que ces échecs additionnés sur les flancs Est et Sud de la Chine aient convaincu les dirigeants US (Biden et son équipe) de la nécessité de provoquer la Russie jusqu'à obtenir une guerre par procuration (par le biais de l'OTAN et des nationalistes ukrainiens) contre l'armée russe, mais avec l'objectif d'atteindre par ricochet la Chine, ennemi premier inatteignable militairement pour l'instant. Un mode de confrontation guerrière comme le prônent les experts US depuis longtemps : pas de morts américains qui traumatiseraient l'opinion US, les seuls engagés sur le terrain étant des Russes ou Européens, ou des mercenaires à leur service, grâce à une livraison massive d'armes sophistiquées, drones tueurs et fusées téléguidées, permettant de toucher avec précision des cibles à des centaines de kilomètres, au Donbass, où en Mer Noire. L'objectif reconnu de cette guerre menée par les USA et l'OTAN, co-belligérants qui refusent de le reconnaître, étant de détruire l'économie russe, de briser le renouveau national de ce pays, et si possible selon certains d'entraîner la Chine à s'impliquer, pour la détruire en un second temps.

Ce que cette dernière, prudemment, n'a pas fait jusqu'à présent. Mais le risque d'embrasement, y compris nucléaire et mondial, est évident : Il semble bien qu'une bonne partie des décideurs de l'Impérialisme occidental en 2022 soient convaincus que la confrontation économique est d'ores et déjà perdue, et que la seule issue positive pour leur « monde libre » est la guerre tout court, contre la Russie dès aujourd'hui, et dans la foulée contre la Chine sur le flanc pacifique : c'est le sens des provocations engagées régulièrement en Mer de Chine (visite de La députée démocrate US Pélosi à Taïwan). L'objectif est de créer un second front à l'Est de l'Asie, en utilisant les Nationalistes taïwanais contre la Chine, comme à l'ouest on utilise les Nationalistes ukrainiens contre la Russie.

EN GUISE DE CONCLUSION, UNE FEUILLE DE ROUTE MILITANTE

Il serait hasardeux, alors que se poursuit et s'envenime la guerre sur le sol ukrainien depuis dix mois sans conclusion définitive, de prévoir un équilibre géopolitique mondial stabilisé, alors que la situation actuelle ressemble parfois à un saut dans le vide.

Qu'il s'agisse de concurrences commerciales, monétaires, économiques, énergétiques, industrielles, militaires ou idéologiques, l'ordre ancien du monde bascule, et le nouveau s'esquisse à peine. On ne peut que souhaiter qu'il devienne multilatéral, plus respectueux des droits de chaque nation et du droit à l'égalité entre les humains et les peuples.

En espérant que ce nouvel équilibre ne s'établisse pas par un conflit guerrier mondial qui serait plus meurtrier encore que celui achevé en 1945. Mais cet espoir est d'autant plus impératif que les motivations impérialistes les plus néfastes ne relèvent pas uniquement de choix rationnels, mais aussi de décisions caractérielles, parfois provocatrices ou suicidaires de tel ou tel dirigeant. La guerre est aussi un marché, engloutissant des richesses, et produisant de juteux bénéfices pour les marchands d'armes, plus encore qu'au temps lointain où Anatole France écrivait : « *on croit mourir pour la Patrie, on meurt pour des industriels* ».

On ne peut que s'interroger fin 2022 : quel pourcentage de décideurs, à Washington, Bruxelles ou Paris, persuadés de la défaite occidentale inéluctable dans la paix, veut forcer le destin en arrachant la victoire à la roulette russe, y compris s'il faut pour cela une troisième guerre mondiale ?

Le pire n'est pas sûr, heureusement, car les luttes populaires, nourries de revendications nationales, sociales et politiques, et d'exigences de paix, peuvent détourner le cours de l'histoire dès qu'elles surgissent assez fortes...

Ce monde est potentiellement un brasier meurtrier, mais il recèle aussi des forces neuves, imprévisibles, qui peuvent aboutir à un printemps des peuples et des Nations du siècle 21..

Pour ce qui nous concerne directement, en tant que militants de France toujours attachés à la paix, et à la perspective d'une société plus juste, où prime le service public plutôt que l'exploitation, notre mission est de participer à la reconstruction d'un puissant mouvement populaire anticapitaliste et anti-impérialiste.

Si ces réflexions issues des rencontres du Collectif Communiste Poleyx durant près de 20 ans peuvent être utiles aux artisans de cette renaissance, il aura gagné son pari.

Le 10 décembre 2022

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Il serait présomptueux de prétendre énumérer les milliers d'ouvrages de qualité sur chacune des zones géographiques évoquées, et leurs relations réciproques. On se contentera donc de quelques écrits enrichissants sur ces sujets, car si leur approche idéologique et leur origine sont diverses, ils concourent tous à nous apporter des faits vérifiés et des analyses enrichissantes, contrairement à ceux qui nous sont assésés par nos médias formatés, qui s'évertuent à se faire en 2022 les porte-paroles quotidiens des USA, de l'UE, et de l'OTAN.

AMÉRIQUES

/ Noam Chomsky et Edward Hermann (USA)
La fabrication du consentement (éditions Agone 2008)

/ Howard Zinn (USA)
Histoire populaire des États Unis de 1492/à nos jours (Agone)

/ **Le monde en 2040** (éditions françaises des Équateurs 2021)

/ Pierre Chaunu
Histoire de l'Amérique Latine (éditeur PUF 2014)
Richement documenté, bien que l'auteur soit fort réactionnaire !

/ Michel Rochefort
Géographie de l'Amérique du Sud. Que Sais Je 1966

/ Maurice Lemoine
Venezuela, chronique d'une déstabilisation. Editeur Temps des Cerises 2019
Maurice Lemoine est certainement le journaliste le mieux informé du rôle de l'Impérialisme en Amérique Latine et a publié de nombreux ouvrages très documentés sur ce sujet.

Mailys Khider
médecins cubains. Les armes de la paix. LCM éditions 2021

AFRIQUES

/ Jean Claude Servant et Pierre Hudon

Géopolitique de l'Afrique (40 fiches)éditeur Eyrolles 2020)

L'ouvrage ci-dessus fait partie de la collection sur la géopolitique de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) dirigée par Pascal Boniface, qui compte des ouvrages nombreux et très sérieux sur les différentes régions du globe. notamment sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient.

/ direction Almeida-Topor

l'Afrique du 20ème siècle à nos jours. éditeur Armand Colin 2013

/ revue Hérodote 172 / 2019

géopolitique du Sahel et du Sahara

/ Antoine Glaser.

Africa France. édition Fayard 2014

/ jean Boustani, avec l'aide d'Erwin Seznec

Le traquenard (affaires africaines) éditeur JC Lattés 2022

témoignage révélateur des mécanismes de l'Impérialisme occidental par un affairiste libéral.

/ Ahmed Bensaada (Algérie)

Qui sont ces ténors autoproclamés du Hirak algérien ? Editions APICULTURE Alger 2020

/ numéro spécial Aujourd'hui l'Afrique (collectif d'auteurs franco-algérien) janvier 2022 (Afaspa)

L'Algérie 1830-2021. Le long chemin vers la souveraineté nationale

MOYEN ORIENT

/ Alain Gresh, directeur des journaux en ligne **Orient XXI info** et **Afrique XXI info**
articles multiples

/ **livre noir de l'occupation israélienne.** témoignages. Préface Zeev Sternhell.(Israël)
éditions Autrement 2013

/ Sylvain Cypel
l'état d'Israel contre les Juifs. éditions la Découverte 2020

/ Delphine Allés
La part des Dieux. religion et relations internationales. éditions CNRS 2021

EUROPE, UNION EUROPEEENNE, OTAN

/ l'actualité bousculant les données sur notre continent, les sources les plus à même d'enrichir notre approche sont d'abord à chercher dans la presse écrite, et notamment les analyses documentées du mensuel le Monde Diplomatique (archives accessibles par internet)

/ lire notamment l'excellente analyse du professeur de l'Université d'Helsinki Heikki Pastomàki (Finlande) « **Suède et Finlande brisent l'idéal nordique** » Monde Diplomatique juin 2022

/ lire aussi les études historiques publiées par Annie Lacroix Riz aux éditions Delga, notamment :

Aux origines du carcan européen. Coédition Temps des Cerises-Delga 2014

RUSSIE

/ Pascal Marchand
Géopolitique de la Russie. éditions PUF 2014

Atlas géopolitique de la Russie. éditions Autrement 2019
/Jacques Baud (Suisse)

Poutine, maître du jeu. éditions Max Milo 2022

Danielle Bleitrach et Marianne Dunlop
URSS vingt ans après. Editions Delga 2015

En coopération avec le Collectif Poley, supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz
75018 Paris www.ancommunistes.org
Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org

/ Guy Mettan (Suisse)

Russie-Occident, une guerre de 1000 ans, la Russophobia de Charlemagne à la guerre en Ukraine

Éditions des Syrtes 2011

/ Vladimir Fédorovski : **Poutine de À à Z**. Ed Stock 2017

Ce libéral russe qui fut compagnon d'Eltsine et Gorbatchev lors de l'effondrement de l'URSS apporté des analyses pertinentes sur l'histoire du peuple russe depuis 1990.

CHINE

/ **La Chine dans l'économie mondiale, entre dépendance et domination.**

Collectif. éditions Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont Ferrand 2021

/ Philip S Golub (G B)

« **East Asia réemergence** ». Ed Polity press, University of Cambridge 2016

du même auteur, « contre Washington, Pékin mise sur la finance » , article du Monde diplomatique novembre 2021.

/ Zheng Ruolin (Chine)

Les Chinois sont des hommes comme les autres. Editions Denoel 2013

/ collectif anime par M. Vivas, JP Page et Aymeric Monville

Les divagations des antichinois en France. Editions Delga 2021

En coopération avec le Collectif Pox, supplément au Manifeste de l'ANC 6 rue Leibniz

75018 Paris www.ancommunistes.org

Cercle Manouchian 9 rue St André 13014 Marseille – CM13@cerclemanouchian.org